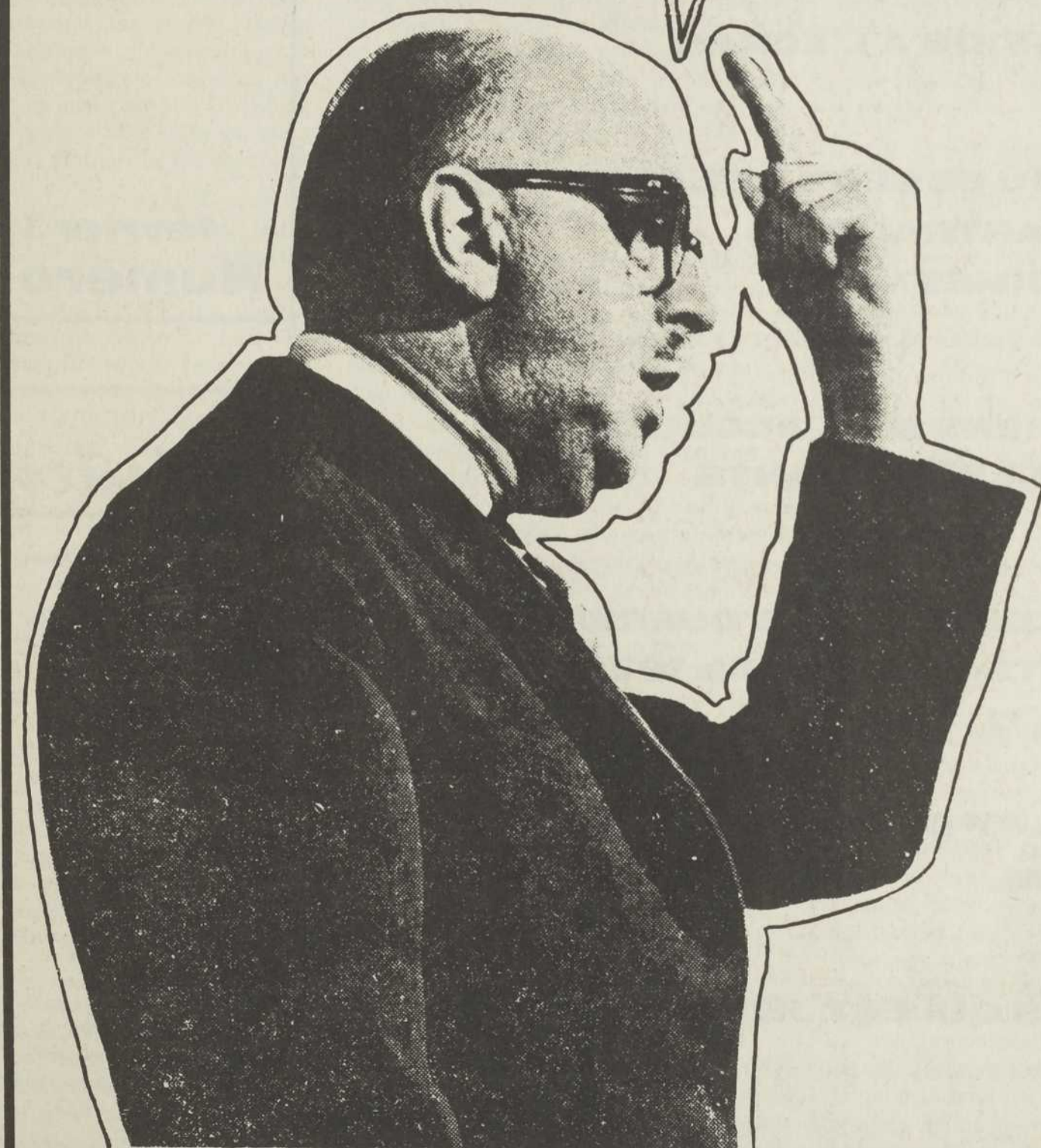


PER  
M-154

# Maintenant

**DE QUELLE DÉMOCRATIE  
PARLONS-NOUS?**



75 cents

numéro 103

février 1971

# sommaire

## L'AGONIE DU QUARTIER LATIN

Yves Gosselin ..... 35

## LA RÉPRESSION À L'ÉCRAN

Richard Gay ..... 36

## QUI A PERDU LE SENS DE LA MESURE: MICHEL CHARTRAND OU LE JUGE OUMET?

Vincent Harvey ..... 38

## LES CHRÉTIENS D'ICI ACCULÉS A DES CHOIX DÉCHIRANTS

Vincent Harvey ..... 40

## SUR QUELQUES LIVRES QUÉBÉCOIS IMPORTANTES PUBLIÉS EN 1970

Victor-Lévy Beaulieu ..... 44

## DOSSIER: LE POUVOIR MUNICIPAL À MONTRÉAL

..... 48

## POUR VOUS QUI EST JÉSUS-CHRIST?

..... 61

## LE DEVOIR QUI SE FAIT

Hélène Pelletier-Baillargeon ..... 64

février 1971  
Numéro 103

## Maintenant

DIRECTEUR-ADMINISTRATEUR:  
Vincent Harvey, o.p.

ADJOINTS A LA DIRECTION:  
Hélène Pelletier-Baillargeon, Yves Gosselin,  
o.p., Laurent Dupont, o.p., Richard Gay.

CONCEPTION VISUELLE:  
Lise Nantel

IMPRESSION:  
Imprimerie Montréal Offset

DISTRIBUTION:  
Les Messageries Dynamiques Inc.,  
9820 rue Jeanne-Mance, Montréal.  
(514) 384-6401.

CONDITIONS D'ABONNEMENT:  
Abonnement d'un an \$ 7.00  
Abonnement d'étudiant \$ 5.00  
Abonnement de soutien \$10.00

N.B. Les abonnements ne sont enregistrés  
qu'au reçu du versement.

2715 Chemin Côte Ste-Catherine,  
Montréal 250, P.Q. — (514) 739-  
2758

Courrier de la deuxième classe  
Enregistrement no 1419

## L'AGONIE DU

# QL

D'ici quelque temps, deux ou trois semaines tout au plus, on saura si les administrateurs du magazine **LE QUARTIER LATIN** ont réussi à éviter la *mise en faillite* de leur entreprise en convainquant leurs *gros* créanciers d'accepter d'échelonner sur une période de trois ans les paiements des dettes contractées. Mais, à vrai dire, l'impasse financière du QL est telle que l'acceptation de cette proposition de règlement ne ferait que retarder l'échéance fatale. A l'heure actuelle la *machine* est complètement paralysée et quelques permanents ont même trouvé un autre emploi. A moins donc d'un revirement inattendu et spectaculaire on peut dire que le QL est mort.

Le nouveau QL fit son apparition dans l'enthousiasme au mois de septembre 1969. La première équipe, dirigée par un des leaders étudiants de la contestation d'octobre '68, Roméo Bouchard, voulait mettre en place *un nouveau type de medium de communication repensé en fonction du changement*. Dans la livraison du 15 juin 1970, la 17<sup>ème</sup> et dernière de l'année scolaire 1969-1970, Roméo Bouchard évaluait le travail accompli au cours de l'année, puis décrivait l'orientation du magazine de la façon suivante: *Le problème majeur est de sortir, au niveau des media, d'une attitude de témoin et d'analyste du changement pour s'impliquer, comme medium, dans le changement et avec les gens qui le vivent: passer de la presse à l'information, de l'information à la communication, de la communication à l'intervention. C'est dans ce sens que nous voulons modifier le QL, déménager nos pénates, élargir l'éventail des media à utiliser, développer les réseaux de contacts et de participation, travailler sur le terrain, régionaliser les interventions, etc.* (QL, no 17, p. 9)

Le limogeage de l'équipe Bouchard, survenu peu de temps après, mit fin à la poursuite de cette orientation du QL et donna lieu à une polémique acerbe. On attaqua les responsables du QL, à la fois sur le terrain du contenu du magazine et sur celui de son administration. On leur reprochait de ne s'adresser et de ne

rendre compte que de la jeunesse marginale et pré-universitaire du Québec, et on ne leur pardonnait pas d'avoir accumulé un déficit de plus de \$100,000 durant la première année d'opération.

La seconde équipe, formée à la fin de l'été dernier, a cherché à relancer le magazine en dénonçant vigoureusement à son tour la *mauvaise administration* qui avait entraîné un tel déficit. Elle promit une gestion rationnelle des dépenses et affirma que le QL pouvait devenir une entreprise sinon rentable du moins fort peu déficitaire. Pourtant, après deux mois d'opération et quatre livraisons, le magazine avait totalisé des pertes de \$24,000 et l'équipe avait beau parler en termes de projections plus optimistes pour l'avenir, la plupart n'y croyaient pas vraiment. C'est à la lumière de cette situation financière que l'assemblée des étudiants de l'Université de Montréal décida, le 24 novembre dernier, d'accorder de nouveaux crédits au QL à la condition que les créanciers du QL acceptent de répartir sur trois ans le paiement des dettes déjà accumulées.

Ceux qui connaissent le moindrement le domaine de l'édition au Québec ne sont pas étonnés des énormes difficultés rencontrées par **LE QUARTIER LATIN**. Ils savent qu'il n'existe probablement pas d'entreprise plus hasardeuse qu'un *journal ou un magazine*. L'un des risques les plus fréquents auquel on s'expose en lançant une entreprise du genre c'est celui de s'illusionner sur le nombre de lecteurs possibles en confondant le *potentiel brut* de lecteurs auquel veut s'adresser une nouvelle publication et le nombre réel de lecteurs éventuels, plus ou moins intéressés ou en attente d'une telle publication. En outre, dans la mesure où une entreprise de presse manifeste fermement des options politiques, sociales ou autres, et dans la mesure aussi où elle choque par le ton, la franchise brutale et la polémique acharnée, dans la même mesure elle risque d'amener un rétrécissement de son public et de provoquer des représailles de la part des annonceurs, qui ne veulent pas être *compromis* avec des publications qui leur paraissent dépasser un seuil jugé *raisonnable* de contestation.

C'est ce qui s'est produit pour **LE QUARTIER LATIN**. Au départ, l'équipe Bouchard a lancé le magazine en croyant que l'accueil du public étudiant serait large et enthousiaste. Car, enfin, on

présentait un magazine étudiant québécois, publié par et pour les étudiants des CEGEP et des universités. C'était là un projet valable et un progrès indéniable si l'on songe à la plupart des journaux étudiants des dernières années, aussi niais et insignifiants les uns que les autres. Avec le QL on débordait enfin le cadre des *problèmes étudiants* à l'échelle des campus étouffants pour exprimer des opinions et présenter des *problématiques* d'étudiants sur les points critiques de la société québécoise. Des deux équipes du QL la première, l'équipe Bouchard, fit surtout et avant tout *place à l'imagination* dans la lecture de la réalité et la fabrication du magazine. Elle avait réussi à inventer un langage qui rejoignait incontestablement cette catégorie d'étudiants, moins nombreuse qu'on le croit, qui s'interroge, remet en question et surtout expérimente des voies nouvelles de transformation de la société.

Quant au QL seconde équipe, il était publié par des étudiants également politisés et combattifs. Il représentait une voix étudiante parmi d'autres, luttant à sa manière, directe et provoquante, pour la naissance d'un Québec libre, pour l'avènement d'une société dégagée du cercle abrutissant de la consommation.

On dira peut-être et même sûrement des équipes du QL qu'elles n'étaient pas *représentatives* de leur milieu. Mais, en y pensant un peu, dans une société atomisée comme la nôtre, qui pourrait prétendre l'être, *représentatif, à moins d'être un fou?* Les QL n'ont jamais prétendu être autre chose qu'une voix étudiante, celle d'une équipe sensibilisée à des réalités culturelles, sociales et politiques du Québec actuel.

La mort du QL signifie l'absence totale de medium d'expression étudiante rejoignant l'ensemble des étudiants du Québec. Plusieurs se réjouiront de voir disparaître une autre *revue de gauche*, comme on dit dans les salons, une revue qui les choquait parce qu'elle les dérangeait et leur donnait mauvaise conscience. Une revue qu'ils s'inquiétaient surtout de voir *circuler chez les jeunes*. Pour ma part, je considère qu'il est beaucoup plus inquiétant de voir disparaître de la circulation, à l'heure actuelle, ce medium important d'expression étudiante qui contribuait pour sa part et à sa façon, dans un langage excessif aux oreilles de certains, à faire la nouvelle société.

**YVES GOSSELIN**

## la répression à l'écran après Z... L'AVEU



Depuis le 17 décembre dernier, des centaines et des centaines de Montréalais s'alignent devant le cinéma Vendôme de la place Victoria pour voir le film tant attendu d'Henri Costa-Gavras, *L'AVEU*. Cette réalisation a pour base un récit passionnant de Lise et d'Arthur London et explique comment ce dernier pendant le régime fasciste de Staline, plus précisément pendant les années 1951-52, fut accusé, avec certains de ses collègues, d'une conspiration; cette accusation et la condamnation à la prison qui s'en suivit n'avaient aucun fondement véritable. London et ses amis étaient victimes d'une de ces purges qui éliminent les gens en place au bénéfice d'autres plus dociles au régime.

Voir ce film, y réfléchir, en parler, en discuter, c'est automatiquement formuler quelques questions, questions qui sont à peu près les mêmes pour tous. Risquons des réponses à trois de ces questions.

### En quoi *L'AVEU* est-il en partie semblable à *Z*?

La plupart de ceux qui se rendent voir *L'AVEU* se souviennent encore très bien du premier grand succès de Costa-Gavras, *Z*: en fait, c'est parce qu'on se souvient de *Z*, qu'on voit *L'AVEU*. Et, par une sorte de réflexe, on ne manque pas de comparer les deux. On y trouve, en effet, plusieurs similitudes. Certaines sont à relever. La plus importante réside sans doute dans le fait que les deux

réalisations approfondissent, chacune, un phénomène de répression et précisent de façon très méthodique les différentes composantes et les principales étapes du processus. *Z* montrait comment le meurtre de la première séquence avait été préparé par l'armée; *L'AVEU* révèle les méthodes qui permettent de faire avouer à quelqu'un un crime auquel il n'a jamais même songé. Et dans les deux films, les dernières images éclaboussent le spectateur de la victoire répressive, fins d'autant plus accablantes que Costa-Gavras permet pendant les quelques minutes qui précèdent les dernières images un espoir de réajustement en faveur de la liberté.

*Z* et *L'AVEU* se ressemblent aussi par leur construction rythmique. Chacun de ces films est fait d'une série de scènes qui visent presque toujours le même but, le même point, le même mal. Ce mal, c'est celui de la répression. Costa-Gavras le pointe du doigt, le montre, le montre de nouveau, puis le montre encore. Les scènes s'accumulent, s'entassent les unes sur les autres; le rythme haché, régulièrement repris, donne l'impression d'un dossier où des preuves indéniables s'additionnent, d'un tambour qui, à chaque instant, résonne d'un coup de plus en plus fort, terrible à la fin et qui fait prendre conscience que la répression est là, éminemment présente.

Notons enfin quelques détails tels que certains moments comiques, présents aussi dans *Z* et qui, encore une fois, semblent plutôt desservir la réalisation, ainsi que la participation de plusieurs acteurs de *Z* dont Yves Montand, en particulier, qui rend le rôle principal avec une authenticité féroce.

### En quoi *L'AVEU* est-il différent de *Z*?

La question est valable parce que, malgré certains rapprochements, on ne peut toutefois pas identifier *L'AVEU* et *Z*. Une première différence. Dans *L'AVEU*, Costa-Gavras, s'il fait découvrir au spectateur les cruautés de la répression, les lui fait aussi subir, ne serait-ce que par la répétition constante de certaines scènes presque identiques: d'une certaine façon, le public souffre avec London lui-même tandis que dans *Z* le spectateur, à travers les recherches du photographe et du juge-enquêteur, ne fait qu'accumuler une série de preuves. La relation entre l'image

et le public est donc passablement différente d'un film à l'autre. Dans *Z*, le public attend avec impatience l'image suivante, car il cherche à confirmer continuellement son verdict de répression. Dans *L'AVEU*, le spectateur dès les premières scènes, est parfaitement conscient de la situation et pendant toute la projection, son attitude en est une d'appréhension: en dernière analyse, le spectateur craint les images qui, les unes après les autres, décrivent la torture physique et psychique subie par London.

Une deuxième différence. Le champ visé dans *L'AVEU* est beaucoup plus restreint que celui dans *Z*, c'est-à-dire que le phénomène de répression analysé dans *L'AVEU* est beaucoup moins complexe que celui abordé dans *Z*. On se souvient que dans *Z* plusieurs forces entraînent en ligne de compte: le spectateur découvrirait les composantes nombreuses d'un complot important. Dans *L'AVEU*, on révèle les tortures et les ruses employées par une force policière supérieure pour faire avouer un crime à un ministre parfaitement innocent. Tout ici est plus simple, peut-être plus effrayant aussi.

Une troisième différence. *L'AVEU* est un film plus politique que *Z*. Mais qu'est-ce qu'un film politique? Il faut tout d'abord dire que tout film, quel qu'il soit, charrie, implicitement ou même explicitement, des valeurs politiques d'un ordre ou d'un autre. Toute réalisation s'inscrit donc inmanquablement dans une perspective politique. Cependant il serait exagéré d'appliquer à toute production l'étiquette *film politique*. Celle-ci ne vaut que pour les réalisations qui nomment, par la voie du *cinéma-vérité* ou du *cinéma fictif*, les processus, les manigances ou les situations politiques et qui en nommant font oeuvre de révélation pour transformer ou nommer autre. Parmi ces films qui nomment, les plus politiques sont ceux dont le dire renvoie avec le plus de précision et le plus d'explication au vécu. *L'AVEU* fait partie de ces films qui vont loin politiquement. En effet, cette réalisation est beaucoup plus explicite que *Z* et nettement plus précise. L'environnement politique est décrit dans tous ses détails importants. En effet, Costa-Gavras situe clairement l'action à Prague, étiquette sans ambiguïté les factions et définit bien les niveaux d'affrontement à l'intérieur du parti communiste. Dans *Z*, rien de tout cela n'était précisé et une sorte d'ambiguïté

régnait autour du conflit. On savait que l'armée s'opposait aux pacifistes, mais rien de plus n'était dit. Le film y gagnait peut-être en universalité, mais on peut penser que, du même coup, il annulait en partie son impact véritablement politique: l'universalité, ainsi considérée, n'est pas toujours un atout!

Enfin, parce que *L'AVEU* est foncièrement politique, tel que ce terme a été défini plus haut, son impact varie selon les publics auxquels il est présenté. Le film a provoqué en Europe des polémiques, des discussions, des éditoriaux et des articles de toutes sortes. Cela est fort compréhensible puisque *L'AVEU* nomme tous les éléments de la situation décrite qui sont, entre autres, Prague, le Stalinisme, le Parti communiste et que ces éléments, somme toute, font ou ont fait partie de l'environnement européen. Ce qui est dit et montré dans le film correspond pour les Européens à quelque chose de très réel et pour certains de très vécu. Pour eux, le film présente un coefficient de réalité très puissant. Pour nous, ce n'est pas le cas et par conséquent cette réalisation n'offre pas à nos yeux le même impact.

### **Pourquoi Costa-Gavras, membre du parti communiste, a-t-il fait ce film qui, à première vue, semble discréditer son parti?**

Cette question a constitué le centre du débat qui s'est élevé en France autour de *L'AVEU*. Plusieurs croyaient que le film allait nuire au parti; d'autres pensaient le contraire et se ralliaient à l'option de Costa-Gavras. Celui-ci affirme avoir filmé cette purge cruelle pour que tous en soient horrifiés et s'assurent que des processus pareils ne se répètent ni au sein du parti, ni ailleurs. Cette attitude honnête, franche, axée sur le devenir de l'histoire ne peut qu'être encouragée.

De plus, comment faire la moue aujourd'hui devant une oeuvre valable qui force l'homme à prendre conscience d'un mal de plus en plus répandu dans nos sociétés dites évoluées, de plus en plus subtil dans ses manifestations, un mal qu'on nomme tantôt *démissions obligées*, tantôt *modifications forcées*, parfois même *mesures de guerre*, mais qui s'appellera toujours *répression*.

**RICHARD GAY**



## QUI A PERDU LE SENS DE LA MESURE: MICHEL CHARTRAND OU LE JUGE OUIMET?

*L'outrage au Tribunal pour le scandale qu'on a jeté sur la Cour est devenu désuet dans ce pays (i.e. en Grande-Bretagne)... Mais l'on doit considérer que dans les petites colonies où l'on trouve principalement des populations de couleur il peut être absolument nécessaire d'utiliser cette procédure d'outrage au Tribunal, dans certains cas, afin de préserver chez ces peuplades la dignité et le respect qui sont dus à la cour.*

— Considérations du Conseil privé britannique, plus haute instance judiciaire de l'Empire, à propos d'une cause en appel provenant de la colonie de St-Vincent. Un juge y avait prononcé un verdict d'outrage au Tribunal pour avoir été insulté, dans un journal, où on l'accusait d'administrer la justice comme un clown et de se comporter en véritable *Torquemada*. On lit encore dans ce texte de haute autorité qu'on ne doit pas utiliser le délit d'outrage au Tribunal pour la défense du juge en tant que personne... que si un juge se croit outragé, il peut toujours, comme tout citoyen, porter plainte devant les Tribunaux. Pour plus de détails fort pertinents, voir:

**1899 A.C. (Appeal Cases), p. 561: Arrêt McLeod vs St-Aubyn.**

Comme plusieurs d'entre vous probablement, j'ai appris par la radio la nouvelle de la condamnation de Michel Chartrand à un an de prison par le juge Roger Ouimet pour outrage au Tribunal. C'était une nouvelle-flash sans beaucoup d'ex-

plication. Je me suis dit: attendons le compte-rendu plus complet des journaux avant de jauger la décision du juge.

J'éprouvai cependant un sentiment de profonde tristesse, car je connais assez intimement Michel pour qui j'ai de l'admiration et de l'amitié. Ceux qui ne connaissent le bouillant orateur que par certaines de ses déclarations publiques peuvent être portés à le juger de façon très superficielle. C'est pourtant un *gars bien de chez nous*: il cache une sensibilité de poète sous les dehors frustrés du coureur des bois, du paysan ou de l'ouvrier qui, après deux ou trois verres de bière à la taverne devient sentimental, philosophe, politicologue, théologien et combien humain!

Michel est un homme vrai, terriblement vrai, impitoyablement vrai. Un idéaliste irréductible et incorruptible qui, toute sa vie durant — et au prix de quels sacrifices! s'est consacré à la libération des ouvriers exploités, des humiliés et des sans-voix du Québec. Il a converti son idéal de trappiste (car, si paradoxal que cela puisse paraître, Michel avait d'abord choisi l'austère vie de **silence perpétuel** des trappistes. On comprend fort bien qu'il en soit sorti après quelques mois de noviciat!) en loquace animateur syndical.

En fait, Michel Chartrand a participé à de nombreuses luttes de divers types à côté de François-Albert Angers, de Pierre Vadeboncoeur, de Jean Drapeau, du regretté André Laurendeau, de Gérard Pelletier, de Jean Marchand, et de Pierre Elliott-Trudeau et de combien d'autres. On ne lui refusait pas alors la tribune et on ne craignait pas sa verve fougueuse et convaincante. Il a semé des idées et prôné des réformes sociales qui, à l'époque de la mini-dictature de Duplessis, paraissaient révolutionnaires et *teintées de communisme*, telles la démocratisation de l'enseignement, la gratuité scolaire, l'assurance-maladie, la réforme des institutions judiciaires, notamment celle de la nomination des juges. Rien de tout cela ne nous scandalise aujourd'hui.

Plusieurs de ses compagnons de lutte ont pris d'autres voies: les uns se sont installés au pouvoir, les autres dans une vie **confortable**. Le combattif Michel aurait pu devenir un **notable** respectable, voire un politicien imbattable aux élections moyennant une certaine dose de diplomatie, le sens du compromis et la

renonciation à sa soif insatiable de justice et de liberté.

Mais *toute mystique dégénère en politique* disait Péguy. Michel Chartrand n'a jamais voulu renoncer à la mystique, à cet idéalisme intransigeant qui gêne les pouvoirs en place, fussent-ils syndicaux. Sa contestation verbale, souvent exagérée et gouailleuse, mais rarement sinon jamais sans fondement, lui a créé des ennemis... dont plusieurs cependant nourrissent encore de l'estime pour l'in-fatigable lutteur, foncièrement démocrate. On n'aime pas beaucoup les idéalistes, on leur fait presque toujours un mauvais sort, mais on peut difficilement s'empêcher de les admirer en secret.

Voilà quelques-unes des réflexions qui me trottait dans la tête après la nouvelle-flash de la condamnation de Michel. Les journaux arrivent: je lis attentivement les narrations de l'engueulade entre Chartrand et le juge Ouimet. Tenant compte que le détenu attendait sa comparution depuis plusieurs heures et de bien d'autres tracasseries depuis son incarcération, je me suis sérieusement demandé lequel des deux avait le plus manqué de mesure. A lire les commentaires de la presse, à écouter les réactions autour de moi, je me suis rendu compte que plusieurs, y compris des juristes, partageaient mon interrogation et allaient beaucoup plus loin que moi dans **leur** jugement.

Bien sûr, tout juge est un homme faillible: il n'est pas exempt de préjugés, d'option politique, de sautes d'humeur et d'antipathie à l'égard de tel ou tel prévenu. Quand un juge est pris à parti personnellement, ce serait probablement plus élégant, sinon plus rentable tant pour sa propre image que pour le respect dû au Tribunal, de référer le cas à ses pairs... à supposer que l'outrage au tribunal doive encore être considéré comme un délit. Quand en mars 1965, Jacques Hébert avait été condamné à 30 jours de prison et à \$3,000 d'amende pour avoir qualifié d'assassins le juge Gérard Lacroix et les procureurs de la Couronne dans l'affaire Coffin, un de ses défenseurs, Me Pierre Elliott-Trudeau, aurait affirmé à l'époque que l'outrage au tribunal allait à l'encontre de la charte canadienne des droits de l'homme et était une procédure désuète remontant à la pire époque du parlementarisme britannique (voir la chronique de Jacques

Guay, Journal de Montréal, mardi 19 janvier 1971).

L'administration de la justice n'a déjà pas une très bonne presse au Québec, comme l'a montré le Rapport Prévost. Il y a longtemps que les pauvres et les petits ne croient plus au mythe du *défenseur de la veuve et de l'orphelin*. Ils disent couramment que les gros, ceux qui possèdent l'argent, le pouvoir ou l'influence politique l'emportent toujours devant les tribunaux. Leur conception de l'administration de la justice s'exprime d'ailleurs de façon assez brutale: *avec de l'argent, tu peux tout faire, et t'en tirer à bon compte*. Ils savent bien, par exemple, que les gens de la pègre s'en tirent toujours mieux que les *pauvres diables* qui ne commettent que des peccadilles. Des exemples, on pourrait en aligner toute une série qui ne sont probablement pas considérés dans les gros bouquins de jurisprudence.

Pourtant le développement de la science juridique est une conquête admirable de l'humanité dans sa lutte pour la liberté et l'égalité des hommes. Je pense en particulier à la sagesse du droit romain, au recueil juridique de Gratien (XIIe siècle), à la Grande Charte, au Code Napoléonien, à la Déclaration universelle des droits de l'homme dans laquelle on lit, du reste, l'affirmation du droit fondamental des peuples à l'auto-détermination.

Avec beaucoup d'autres, je m'inquiète de la détérioration grave de l'appareil judiciaire dans les procès des présumés membres du FLQ. Le pouvoir politique a eu le bon sens, après la rencontre avec le *Comité des huit* et la négociation avec les *Rose*, de renoncer officiellement à l'ingérence directe dans le domaine judiciaire qui lui était conférée par la loi des mesures de guerre et son succédané la loi Turner.

Comme il s'agit de toute façon de procès fort délicats, vu leurs implications politiques et idéologiques, l'accumulation de maladroites dans les procédures, le choix des jurys et le déroulement des dits procès de même que le prononcé de sentences exagérées ou se voulant *exemplaires* risquent de compromettre encore davantage l'image de la justice auprès d'une partie de la population, notamment des jeunes. Les défilés quotidiens d'étudiants de diverses facultés devant le palais de justice doivent faire

réfléchir tous ceux qui continuent à espérer une société démocratique pour le Québec.

Un appareil judiciaire, au-delà de tout soupçon de partialité, d'incompétence et d'ingérence politique est une des assises indispensables à l'existence d'une société démocratique. Le respect de la justice ne s'impose pas de l'extérieur, par la force, mais de l'intérieur, par l'autorité morale qu'on est forcé de lui reconnaître.

Ce n'est donc pas en assénant des *outrages au Tribunal* que la Justice va conquérir la reconnaissance de son autorité morale. Elle désamorcera beaucoup plus les tensions actuelles, dans le Québec, en se montrant compréhensive, patiente, impartiale, sereine, qu'en adoptant la ligne dure de la répression policière et gouvernementale.

VINCENT HARVEY

**envoyez  
votre formule  
d'abonnement  
aujourd'hui**

Je désire recevoir **MAINTENANT** à partir du mois de \_\_\_\_\_

Je choisis un abonnement:  ordinaire \$7.  étudiant \$5.  de soutien \$10.

J'inclus la somme de \_\_\_\_\_

nom: \_\_\_\_\_

adresse: \_\_\_\_\_

**Maintenant**

2715, Chemin Côte  
Sainte-Catherine  
Montréal 250  
(514) 739-2758

# LES CHRÉTIENS D'ICI ACCULÉS À DES CHOIX DÉCHIRANTS

PAR VINCENT HARVEY, O.P.

Une fois la panique passée ou en voie de disparition, les chrétiens doivent dans une première démarche, s'interroger à la lumière de l'Évangile sur leurs sentiments et leurs attitudes lors des événements d'octobre. Ce regard rétrospectif nous amènera, dans un second temps, à confronter notre foi chrétienne aux problèmes et engagements déchirants que nous réserve la prochaine décennie.

Nous savions tous que les kidnappings et les assassinats politiques font partie de l'histoire des peuples, même les plus *civilisés*. Qui ne se souvenait de l'assassinat des Kennedy et de Martin Luther King? Mais pour nous c'était de l'inédit. Voilà qui explique sans doute que nos premières réactions aient été pour la plupart d'entre nous si viscérales.

Voilà qui explique aussi en partie certaines déclarations incendiaires de politiciens et de leurs porte-paroles conscients ou inconscients. Ces trompettes survoltées et criardes ont malheureusement couvert, à l'époque, les paroles équilibrées et combien plus sensées d'un David Lewis, d'un Claude Ryan, du cartel syndical, d'un bon nombre d'intellectuels pas nécessairement *retranchés* et loin d'être farfelus (comme un Guy Rocher, un Fernand Dumont, ...) et même de l'épiscopat québécois qui n'a pas craint de se prononcer au coeur de l'événement. Ces paroles me sont apparues plus conformes à un véritable humanisme et à l'esprit chrétien que d'autres discours des tenants de la ligne dure et répressive.

## Intransigeance olympienne

Tous ne partagent sûrement pas ce jugement. Bon nombre de chrétiens ont pensé et pensent peut-être encore le contraire, comme ce théologien que j'estime beaucoup et qui me disait au cours d'une conversation sur l'attitude que devraient prendre les gouvernants dans

la négociation proposée par le F.L.Q.: *Ce serait mon père à la place de Cross ou de Laporte que je le laisserais tuer*. Pour lui la *raison d'état* l'emportait sur la vie de l'individu en toute circonstance. Cette attitude m'a d'autant plus surpris que mon interlocuteur est un théologien habituellement sensible aux nuances, qui possède la réputation de *relativiser* les structures et les systèmes. Comme expliquer alors cette intransigeance froide et implacable? Les gouvernements ne pouvaient-ils pas négocier, quitte par la suite à prendre des mesures énergiques pour enrayer le terrorisme et surtout pour s'attaquer sérieusement aux causes profondes de la crise: le chômage, la pauvreté, les taudis, la pseudo-démocratie du 29 avril, les frustrations d'une collectivité qui veut s'épanouir mais dont on brime les aspirations légitimes. Toutes ces injustices, le manifeste du F.L.Q. les avait lancées au visage des Québécois dans une rhétorique bien de chez nous. On pouvait déplorer, dans ce texte, certaines attaques personnelles par trop semblables aux discours des politiciens québécois à l'Assemblée nationale ou durant les campagnes électorales, mais la fresque de la situation du Québec qu'il brossait ne manquait pas de justesse ni de grandeur. Cela, mon interlocuteur ne pouvait le reconnaître, pas plus que M. Trudeau, du reste, qui s'est réfugié dans une arrogance olympienne. Les politiciens tout comme les théologiens, quand ils s'installent dans le ciel des dieux, perdent le sens de l'humain! J'ai toujours cru, pour ma part, que l'Incarnation c'était la destruction de l'Olympe au bénéfice de l'homme.

## Indignation et scandale

Après la mort tragique et regrettable de Pierre Laporte, on a pu constater chez la population une attitude d'indignation à l'endroit des membres du F.L.Q., qui dépassait largement ce que pouvait inspirer la douleur et la tristesse que nous

éprouvions tous pour l'homme, sa famille, ses amis et le Québec. Il y avait au fond d'autres sentiments qui se nourrissaient beaucoup plus de la loi de la vengeance et du peloton d'exécution que des sentiments humains et chrétiens de compréhension et de pardon. Dire qu'il s'agissait d'un crime atroce ne suffisait pas, il fallait débobiner toute une litanie d'injures à l'égard des présumés assassins et de tous ceux qui, tout en répudiant les méthodes utilisées, se déclaraient en accord avec les *objectifs* du F.L.Q., comme la justice sociale, le droit à l'auto-détermination des peuples, la solidarité avec tous ceux qui sont exploités par les puissances impérialistes, etc. Je n'ai jamais entendu de telles injures, surtout de la part de politiciens, à l'égard des *messieurs* de la pègre.

Dans certaines paroisses, des prêtres ont voulu amorcer une réflexion chrétienne sur les événements en essayant de rappeler que si Jésus avait condamné le péché, il avait, par contre, manifesté beaucoup de compréhension et de miséricorde à l'égard des personnes. Mais la réaction de l'auditoire était telle que dans un cas en particulier (une paroisse de Ville St-Laurent), le prédicateur a été sommé par des paroissiens de descendre de chaire. Lorsque Mgr Grégoire a suggéré la formation d'un comité d'aide aux prisonniers et à leurs familles (mesure humanitaire reconnue universellement), les téléphones de protestation ont afflué pendant deux jours à l'archevêché. A 90% ils se résumaient à ceci: *Voilà que l'Église défend maintenant les bandits! Quel scandale!*

C'était, en effet, le scandale de Jésus qui pardonnait à ses bourreaux et au larron sur la croix. Le scandale de l'Évangile. Le scandale aussi de l'Église qui, aux heures soit disant les plus sombres de l'humanité, offrait refuge aux criminels dans les églises et les monastères (espaces sacrés que les tyrans les plus sanguinaires respectaient mais que ne respecterait

pas la loi canadienne des mesures de guerre ni la présente loi Turner).

## L'Évangile: une épée tranchante

Il n'y eut pas que l'Inquisition dans l'histoire de l'Église! Sans faire de l'apologétique facile, on pourrait rappeler ici que des Ordres religieux ont été fondés pour le rachat des captifs et des prisonniers de guerre. Aujourd'hui on les appellerait des prisonniers politiques. Les Pères Trinitaires retrouveront peut-être leur vocation originelle ici au Québec, qui sait?

La visite des prisonniers faisait partie de la liste des *oeuvres de miséricorde temporelle*. Un prêtre ou un religieux qui serait allé visiter les prisonniers arrêtés en vertu de la loi des mesures de guerre aurait sans doute été suivi ultérieurement par la police, sinon mis en tôle sur-le-champ. Et probablement que plusieurs de ceux qui se disent chrétiens auraient approuvé une telle incarcération.

La déclaration des évêques québécois, du Conseil presbytéral de Québec et des curés de Gaspésie (appuyés par leur pasteur, l'archevêque de Rimouski) ont sûrement scandalisé aussi bon nombre de chrétiens à qui on n'avait peut-être pas suffisamment enseigné que l'Évangile est une épée tranchante, que le christianisme n'est pas un refuge pour pusillanimes ni un lieu d'évasion de nos **terribles choix d'hommes vivant dans l'histoire**.

## Tous responsables

Combien parmi les chrétiens du Canada ont vu dans les événements tragiques une interpellation de Dieu? l'occasion d'un véritable examen de conscience? *L'injustice engendre la violence* rappelait la déclaration des évêques québécois. Qui d'entre nous, les privilégiés, peut se laver les mains à la Pilate et affirmer

qu'il n'a pas sa part de responsabilité dans la mort prématurée et tragique de Pierre Laporte? Qui d'entre nous, les privilégiés, n'a pas sa part de responsabilité dans la mort prématurée de tel père de famille qui n'avait pas les moyens de se payer un examen médical ni les médicaments qui auraient prolongé sa vie? Qui d'entre nous n'a pas sa part de responsabilité dans la sous-alimentation des deux tiers de l'humanité? dans la mort de milliers d'enfants et de frères humains qui crèvent de faim chaque jour dans le monde, alors que le gouvernement fédéral paye, à même nos taxes, les fermiers de l'Ouest pour qu'ils laissent leurs terres en friche et qu'il impose une amende aux producteurs de lait du Québec quand leurs vaches dépassent le quota scientifiquement fixé pour maintenir la santé (?) économique du pays et respecter les lois implacables de la concurrence...

Toutes ces considérations vont paraître naïves et irrationnelles aux yeux de certains économistes. Mais il ne faudrait peut-être pas oublier que l'Évangile est folie pour les *sagesses* humaines quelles qu'elles soient: économiques, philosophiques ou autres. Non pas qu'il faille dans le présent propos sous-estimer la science économique; mais il faudra bien un jour que l'économique soit mis au service de tous les hommes. Car il ne peut y avoir de paix et de fraternité sans un partage qui nous fera mal à tous: partage des biens de consommation, certes, mais aussi partage des pouvoirs de décisions — partage qui fera mal surtout à ceux qui s'accrochent au pouvoir et en font leur dieu.

## Le pouvoir de faire son pain

L'homme ne trouve sa dignité que lorsqu'il contribue à l'élaboration d'un projet collectif et participe à sa réalisation. Il n'y a aucune dignité humaine à se faire entretenir par un Etat providence qui

laisse vivoter des chômeurs en leur donnant des allocations sociales. Le pain qu'on mange n'a de goût que si on l'a gagné au cours de sa vie d'adulte! Cette idée, des chrétiens l'ont comprise avant nous, tel cet abbé Devert dont nous parle Pierre Emmanuel: *Car si rien ne lui paraissait plus essentiel que le règne du Christ sur la terre, il croyait cependant que l'homme vit d'abord de pain: le règne du Christ, c'était en premier lieu dans l'urgence, le pain pour tous, non celui que vous tend la main du maître, mais celui que vous tirez du froment que vous avez semé: le pain de votre liberté, de votre responsabilité personnelle; le pain commun, que l'on mange ensemble, car il vient du labeur de chacun et de tous.*

*Il ne s'agissait pas, pour l'abbé Devert, de répartir le pain d'une manière plus équitable; mais de donner au peuple le pouvoir de faire son propre pain, et la joie de voir mûrir les moissons qui lui appartiennent. (AUTOBIOGRAPHIES, Seuil, p. 67).*

## D'abord dans l'histoire

Lors des événements d'octobre, nous avons entendu, de la part de chrétiens, des réflexions comme celle-ci: *le monde est mal fichu, heureusement qu'il y a l'au-delà pour rééquilibrer les choses*. Dans les circonstances, ces sentiments s'inspiraient bien davantage, je le crains, de la peur et du découragement que du dynamisme et de l'audace de l'espérance chrétienne. L'attente résignée chez le miséreux d'un paradis futur tout comme le refuge *confortable* du nanti dans le *spirituel* n'ont rien de très évangélique. Dans le premier cas, il s'agit d'un opium, dans le second d'une fuite ou vice versa.

Si l'espérance chrétienne comporte un achèvement de libération par-delà la mort, cette libération de l'homme s'accomplit d'abord dans l'histoire. Elle est notre responsabilité. Ce que Bonhoeffer

● ● ●

écrivait de l'attitude psychologique du croyant: *il faut vivre comme si Dieu n'existait pas*, nous devons l'appliquer surtout à l'espérance: **il faut vivre comme s'il n'y avait pas d'existence post-mortale**. C'est dans l'**aujourd'hui** que doit d'abord s'accomplir le salut de l'homme, par l'aménagement de notre existence collective dans la justice, l'amour et la fraternité. Autrement l'espérance chrétienne devient une illusion stérilisante du point de vue social comme toutes les mystiques philosophiques ou religieuses de type dualiste qui prônent le mépris et la fuite du monde. Elle le devient également du simple point de vue individuel. On ne saurait concevoir un épanouissement de l'homme qui amputerait celui-ci de sa composante sociale. Effectivement les véritables mystiques chrétiens n'ont jamais versé dans ce travers, malgré des règles de vie qui trop souvent s'inspiraient davantage du platonisme et du monachisme païen que de l'Évangile.

Jésus-Christ ne prend un sens que dans l'assomption de notre historicité. Pour les chrétiens de la prochaine décennie, cette exigence comportera des tentations, des interrogations, des drames et des options déchirantes.

## Une bonne vieille tentation

La première tentation qui s'est déjà manifestée au cours des derniers événements risque de se généraliser: retour à un *nouveau* type de christianisme en serrechaude, à une mystique désincarnée, à une morale individualiste et à ce bon vieux refrain *qu'il faut changer non pas les systèmes mais les individus!* Bref la privatisation du christianisme, avec quelques compensations *charitables* pour se donner bonne conscience et beaucoup de distinctions pour ménager la chèvre et le chou. Déjà de *bons* catholiques ont fait de *pieuses* recommandations aux membres du clergé qui se sont préoccupés de sauver les libertés démocratiques: *Ne vous occupez donc pas de politique; votre responsabilité c'est de nous parler des choses d'en Haut*. Voilà le christianisme que souhaitent tous les partisans d'un **statu quo** qui les avantage. Parlez-nous donc de choses *spirituelles!* Mais

des injustices, des inégalités sociales, de la libération des pauvres et des déshérités? Cela non, si ce n'est pour solliciter une aumône... d'ailleurs déductible de l'impôt sur le revenu.

Pour une bonne partie des chrétiens québécois, lors de la prochaine décennie, ce sera la vieille tentation de l'absentéisme et du refuge dans le *spirituel*. D'autres cependant seront torturés par des interrogations, en vertu même de leur foi au Christ. Dans cette lutte pour la libération de nos frères québécois et de tous nos frères humains exploités et bafoués, quels moyens sont les plus conformes à l'esprit de Jésus? Nous sommes confrontés ici au difficile problème théologique de la violence, et surtout de la violence meurtrière.

## Nécessaire témoignage de la non-violence

Plusieurs penseurs chrétiens sont portés à tirer de l'attitude non violente de Jésus (*Celui qui se servira de l'épée périra par l'épée*), une théologie de la non-violence. Par contre, d'autres penseurs chrétiens aujourd'hui tentent d'élaborer une théologie de la révolution, voire de la violence physique. Et il ne manque pas de textes dans l'Écriture et la tradition théologique de l'Église pour appuyer leur démarche, y compris l'attitude de Jésus lui-même chassant les vendeurs du Temple. Certes, c'est dans l'amour, la fraternité et dans la paix que les individus comme les collectivités trouvent leur accomplissement et leur bonheur. La violence meurtrière surtout paraît incompatible avec l'idéal de paix et de fraternité qui nourrit l'espérance des hommes, qu'ils soient chrétiens ou pas. *"L'homme est né*, affirme-t-on de plus en plus aujourd'hui, *le jour où il a édicté ce précepte: Tu ne tueras point"*. C'est pourquoi des prophètes de l'humanisme, tels Jésus, Gandhi, Martin Luther King, ont préféré la voie de la non-violence. Ce témoignage en faveur de la justice et de la fraternité au prix même de sa vie demeure indispensable à l'humanité qui risque toujours de sombrer dans une violence de plus en plus destructrice. C'est un rappel nécessaire que la violence meurtrière demeure un mal profond que l'humanité doit s'efforcer d'éliminer.

*"Tant que nous n'avons pas extirpé la violence de notre civilisation, le Christ n'est pas né"* (Gandhi).

## La violence parfois nécessaire

Peut-on cependant, au nom de l'Évangile, imposer la non-violence comme une norme morale absolue à laquelle tous les chrétiens du moins devraient se soumettre? Il m'apparaît difficile de répondre par l'affirmative. Il faut tenir compte des charismes individuels et des situations particulières que les chrétiens partagent avec tous leurs compagnons de route. Nous n'avons pas plus le droit de renier Jeanne d'Arc et Camillo Torrès que Gandhi et Martin Luther King. Même un partisan de la non-violence, comme dom Helder Camara, ne craint pas d'affirmer: *"Je respecte ceux qui, en conscience, se sont sentis obligés d'opter pour la violence (non la violence trop facile des guérilleros de salon), et qui ont prouvé leur sincérité par le sacrifice de leur vie"* (conférence donnée à Paris le 25 avril 1968). Jean-Marie Muller dans son ouvrage *L'ÉVANGILE DE LA NON-VIOLENCE* (Fayard, 1969) qui prône la non-violence active comme étant la plus conforme à l'esprit évangélique, écrit: *"Nous avons le devoir de comprendre et même, en un sens, d'être solidaires de ceux-là qui, ne voyant pas d'autre moyen pour combattre l'injustice et délivrer les pauvres du joug de la misère et de l'oppression, décident, en acceptant pour eux-mêmes les plus grands risques, de recourir à la violence et de prêcher la rébellion armée..."*

*Face à une situation d'injustice évidente où le choix ne serait qu'entre la résignation passive et l'action directe violente, qui peut au moins laisser espérer une certaine amélioration du sort des pauvres, peut-être vaudrait-il mieux choisir la violence, malgré toutes ses amgiguités* (pp.150-151).

## Une question de jugement politique

Il s'agit en somme d'un jugement politique. Contre l'injustice établie et maintenue par la force comme en bon nombre de pays colonisés de l'Afrique, par

exemple, existait-il d'autres moyens que la guérilla et la révolution? Sur ce sujet, notre frère chrétien, Pierre-Elliott Trudeau a déjà écrit des choses sensées: *C'est donc un devoir pour les citoyens d'interroger leur conscience sur la qualité de l'ordre social qui les lie et de l'autorité politique qu'ils acceptent. Si cet ordre est pourri et si cette autorité est perverse, c'est un devoir pour les citoyens d'obéir à leur conscience plutôt qu'à l'autorité, et si le seul moyen sûr de rétablir un ordre juste, c'est de faire la révolution contre l'autorité tyrannique et illégale, et bien! il faut la faire.* (LES CHEMINEMENTS DE LA POLITIQUE, Editions du jour, 1970, p. 40).

Si l'utilisation de la force peut devenir une technique d'action nécessaire, il faut la juger du point de vue de son efficacité et de sa conformité aux buts humanitaires poursuivis dans telle ou telle situation donnée, en tenant compte de tous les dangers qu'elle comporte. On se rappellera surtout que la violence ne peut être qu'une étape et qu'elle est finalisée par l'établissement d'un ordre social nouveau où tous les citoyens trouvent la dignité et la possibilité de leur épanouissement individuel et collectif. Le véritable révolutionnaire vise en somme l'établissement d'une société où les hommes entretiennent des rapports humains et

fraternels. Mais même la violence qui se veut libératrice risque de creuser des fossés profonds entre concitoyens, fossés qu'une génération ne suffit pas souvent à combler.

Ces quelques considérations sommaires qu'on pourra compléter par la lecture de deux ouvrages (VIOLENCE HUMAINE, VIOLENCE LIBÉRATRICE?, en collaboration, Editions du Centurion, 1968; et le volume cité plus haut de Jean-Marie Muller) peuvent éclairer notre jugement sur les moyens à prendre pour la libération du Québec.

## Une dure prochaine décennie

Je crains, pour ma part, que la guérilla et la violence armée nous conduisent au Québec à une sorte de Biafra. Les pouvoirs et intérêts en place ne demanderaient peut-être pas mieux. La seule issue, à mon avis, est du côté d'une véritable démocratie à bâtir par l'animation sociale et l'éducation politique des Québécois. Ce qui ne veut pas dire qu'on doive mettre de côté toutes sortes de violence. La non-violence active, tout à fait conforme à l'Évangile, peut s'avérer très efficace dans une conjoncture don-

née. Elle comporte aussi des techniques qu'il faut connaître et savoir utiliser à bon escient en les adaptant à la situation socio-économico-politique.

De toute façon la prochaine décennie sera dure pour tout le monde. Quels que soient les moyens utilisés, il y aura des brisures qui nous feront souffrir: brisures par exemple de vieilles amitiés tout simplement à cause d'une option politique différente. Le rôle du chrétien, tel que moi je le conçois, consistera à établir des structures de dialogue tout en s'engageant à fond pour la libération des pauvres et l'épanouissement de l'homme québécois dans un nouveau type de société. Comme chrétien, je me sentirai, du moins je l'espère, toujours plus proche d'un Michel Chartrand, d'un Pierre Vallières, d'un Charles Gagnon, d'un Robert Lemieux et de tous ceux qui ont lutté et lutteront, au prix de leur liberté ou de leur vie, pour un idéal de justice, indépendamment des moyens que je pourrais par ailleurs désapprouver — plus proche d'eux, dis-je, que des Cottroni et autres seigneurs de la pègre que la loi des mesures de guerre n'a pas menacé dans leurs *libertés civiles*, à ce que je sache. ●

# HISTOIRE D'AMOUR.

## PERFORMANCES POUR PROFESSIONNELS

La toute nouvelle sedan 304 et la nouvelle 504 puissante vous offrent des performances incomparables à un prix des plus avantageux.

Jugez-en par leurs caractéristiques:

- Freins à disques servo-assistés
- Pneus à carcasse radiale
- Suspension indépendante sur les quatre roues
- Traction avant, ou traction conventionnelle
- 4 vitesses synchronisées avec levier au plancher (304)
- Boîte automatique 3 vitesses en option (504)
- Traitement antirouille par électrophorèse
- Aménagements de luxe à épais capitonnage
- Toit ouvrant (504)
- Pare-chocs et garnitures en acier inoxydable et bien d'autres attrants. Venez vous en rendre compte.



LES SEDANS PEUGEOT 304 et 504

VOYEZ LE CONCESSIONNAIRE  
LE PLUS PRES DE CHEZ VOUS.



PEUGEOT 504  
304

# SUR QUELQUES LIVRES QUÉBÉCOIS IMPORTANTS PUBLIÉS EN 1970

par VICTOR-LEVY BEAULIEU

En 1970, l'événement n'a pas eu lieu, écrivait Réginald Martel, critique littéraire à LA PRESSE, dans un article consacré à la littérature québécoise. Cela est bien possible et sans doute souhaitable. De toute façon, la littérature n'a pas à se constituer en événement, cela n'est pas tout à fait son rôle. Il me semble que l'on veut trop, dans ce pays, actualiser la littérature, c'est-à-dire l'obliger à ne parler que de ce qui arrive. Or ce qui arrive n'est pas tout puisque l'écrivain est un créateur, et non pas un transcripteur ni un traducteur. Ce qui seul importe, c'est la croyance que nous avons encore en la fiction, au plaisir de dire, de nommer, d'outrager par les mots la condition humaine, ce qui pourrait s'écrire d'une autre façon si l'on disait que le travail de l'écrivain est de faire de la beauté avec toutes les laideurs.

Nommer, ai-je dit, et Jean Basile ajoute que la raison d'être du roman québécois est de se contenir tout entier dans la description. Au fond, c'est de l'appropriation du pays qu'il s'agit: il nous faut des oeuvres qui aillent loin au creux de nous-mêmes, qui nous parlent de nous. Et peut-être qu'à force de le faire, nous mettrons-nous à exister vraiment dans la lumière aveuglante du pays libre.

C'est à ce temps de l'identification que nous entraîne la littérature québécoise, malheureusement trop peu lue. Nous n'avons pas encore de littérature populaire ici; elle a longtemps appartenu à Yves Thériault, puis aux chansonniers, et, plus récemment, au théâtre: le premier romancier qui fera en littérature ce que Michel Tremblay réussit au théâtre bouleversera notre ordre culturel actuellement partagé entre deux tendances: l'expérimentation pure du

langage et l'approfondissement de notre être collectif.

## Pierre Vadeboncoeur

Dans cette perspective, on ne peut pas ne point parler de Jacques Ferron et de Pierre Vadeboncoeur dont les oeuvres, cette année, comptent parmi les plus importantes à avoir été publiées. Vadeboncoeur a fait paraître deux livres essentiels: LA DERNIERE HEURE ET LA PREMIERE et UN AMOUR LIBRE. Le premier est un cri pour la souveraineté québécoise, c'est-à-dire pour l'invention d'un homme neuf. Ce projet est le seul qui mérite notre attention: nous avons à devenir autres que ce que nous sommes, nous devons assumer notre dignité et, pour ce faire, démanteler les vieilles structures. Il s'agit là d'un destin à accomplir, d'une entrée dans l'Histoire. Vadeboncoeur n'ignore pas que cela sera difficile car on n'échappe pas avec aisance au piège de la facilité et de la quiétude. Les événements récents que nous avons vécus le disent avec force, les accouchements se faisant dans la douleur et le sang.

Dans AMOUR LIBRE, c'est de toute autre chose que parle Vadeboncoeur. Réjean Ducharme a déjà écrit que *s'il n'y avait pas d'enfants sur terre, il n'y aurait rien de beau*. Vadeboncoeur sait cela aussi, qui nous parle de son fils, des jeux du père et de l'enfant, des jouets, des contes inventés le soir pour le sommeil. Tout cela est dit avec générosité et amour, dans la simplicité d'une poésie qui est aux antipodes de ce ton de polémiste qu'aime bien manier Vadeboncoeur. UN AMOUR LIBRE est comme l'envers des oeuvres déjà écrites sur l'enfance québécoise. C'est un autre signe sans doute, auquel

répond admirablement bien L'AMELANCHIER de Jacques Ferron.

## Jacques Ferron

Ce diable d'écrivain n'a pas fini de nous étonner; après LE CIEL DE QUEBEC, cette oeuvre exemplaire où grouillent, dans l'ombre du roman, des personnages bien québécois, un peu dérisoires parce qu'au fond ils sont nobles et n'arrivent à le prouver qu'à eux-mêmes, Ferron a publié L'AMELANCHIER et LE SALUT DE L'IRLANDE, deux manières de contes qui sont l'aboutissement de vingt courageuses années d'écriture. L'AMELANCHIER, c'est un peu la chronique des Ferron et l'histoire d'amour de Léon de Portanqueu et de sa fille Tinamer. La paternité de Léon de Portanqueu est douce, se fait sans heurt, dans une distanciation respectueuse. On dirait parfois que la fameuse Alice du conte de Carroll a trouvé un autre visage et un autre lieu où se manifester. Quelques-unes des meilleures pages de Jacques Ferron sont dans L'AMELANCHIER.

Jacques Ferron, on le sait, est un homme d'érudition. Il connaît la petite histoire québécoise, est un grand curieux qui raffole des bizarreries dont il emplit ses livres. LE SALUT DE L'IRLANDE, qu'il vient de publier, est peut-être le plus **ferronien** de ses romans. Le livre va comme il veut, sans soucis, porté par son propre mouvement qui est celui d'un style éminemment personnel. Le noeud du livre, pour un Québécois, a son importance puisqu'il met en cause *l'enquébecquisme* des immigrants. Dans LE SALUT DE L'IRLANDE, il s'agit du clan irlandais des Haffigan installé sur la Ride-Sud, ville fabuleuse des faiseurs de

politique, dans ce déjà arrière-pays de la petite histoire. CDA Haffigan a quatre fils; les trois premiers finiront leurs jours dans l'armée ou la RCMP, c'est sur les épaules du cadet, Connie, que reposera le salut de l'Irlande, transposition symbolique du mythe. Connie deviendra effelquois et se fera arrêter par ses frères. Ce roman n'a l'air de rien, mais c'est au fond une oeuvre profondément souterraine, une manière de fleuve qui charrie dans ses eaux beaucoup plus que ce que nous sommes encore. Ferron fait, parmi nous, figure de prophète, et de père.

## Jean Basile, Jean-Jules Richard, Yves Thériault

Jean Basile, dans sa saga des J poursuit une oeuvre tout à fait différente. Commencée dans LA JUMENT DES MONGOLS, continuée dans LE GRAND KHAN et achevée dans LES VOYAGES D'IRKOUTSZ, cette saga est celle de l'approfondissement de la sainteté, thème cher à Jean Genêt dont Basile, à certains moments, se rapproche, ne serait-ce que dans les belles descriptions qu'il fait de Morial, du port, du centre-ville où émergent de l'ombre les beaux garçons, les filles cyniques portées sur les *longues queues*, la conversation en famille qui, dans LES VOYAGES... tournent autour du pot, du LSD et autres drogues. L'invention de Basile est séduisante, s'inscrit dans la recherche d'une modernité éclatée, dans les nouveaux jeux de la conscience élargie. A sa manière, il rend compte d'un aspect important de notre réalité quotidienne et nous dit que, bien que nous habitions *un si petit pays*, il y a des choses extrêmement rares qui ne se peuvent faire qu'ici.

Comme on sait, le Prix du Cercle du Livre de France ne fut pas remis cette année. Faute de bons manuscrits, dirent les membres du jury. Mais je connais au moins une oeuvre qui, ce me semble, l'aurait mérité. C'est le gros roman de Jean-Jules Richard, FAITES LEUR BOIRE LE FLEUVE, dont la violence ne peut être que québécoise. Richard creuse le petit monde québécois, celui des débardeurs du port de Montréal. Il le fait en explorant à fond notre langage spécifique, dans une grande originalité. FAITES LEUR BOIRE LE FLEUVE est un livre sain,

d'une étonnante vigueur verbale qui magnifie la vulgarité, comme en font foi ces quelques phrases:

*Tu déchires le nombril d'un gars et tu lui sort les tripes par la fente. Tu les mets à sécher sur la corde à linge. Ca fait des rubans pour ton char le jour de tes noces.*

Et puis, il y a le patriarche, le vieux Thériault, qui a fait paraître un court récit, LE DERNIER HAVRE, dans lequel il raconte l'histoire d'un vieil homme, pêcheur à sa retraite, qui rêve de prendre le large une dernière fois, dans la barque radoubée, pour se laisser mourir dans le golfe. Ce récit est simple, et il est beau dans sa simplicité, fragile comme jamais aucune oeuvre de Thériault ne l'a été. La Gaspésie est un monde oublié, des gens y habitent dont personne ne parle. Thériault balise le chemin, et il le fait à sa façon, qui est émouvante. Personne ici ne contera plus jamais comme Thériault, et c'est ce qui fait sa grandeur; on ouvre le livre, on lit quelques pages, et on a l'impression d'être plusieurs à faire cercle autour d'un Ancien condamné à parler pour notre contentement. Cela est plus rare qu'on ne le croit.

## Les jeunes auteurs

Les jeunes auteurs, eux, ont beaucoup publié cette année. Des oeuvres souvent difficiles, qui disent bien l'enjeu de leurs interrogations: il s'agit de faire une littérature qui aille plus loin que le quotidien linéaire exploité dans les oeuvres traditionnelles. Ce genre de recherche est surtout du domaine de la poésie qui s'en est presque fait une chasse gardée. On n'a, par exemple, qu'à lire les ouvrages des jeunes auteurs groupés autour de LA BARRE DU JOUR pour prendre conscience de ce phénomène qui m'apparaît personnellement comme un gaspillage d'énergies. Je suis contre les oeuvres de réduction, celles qui sont avares d'elles-mêmes, donnent peu, se retiennent constamment, comme s'il fallait absolument que la littérature, pour être, dût se montrer impuissante et que, ne parlant pas de l'homme, elle s'obligeât à tourner en rond autour des mots. Ce qui est important, c'est la générosité de l'écrivain, ce mouvement qui le porte à dire le plus possible, dans un foisonnement de phrases, dans une véritable orgie du dire. Les écrivains de LA BARRE DU JOUR ont peur d'en mettre, ils appellent expéri-

mentation le fait qu'ils emploient tout leur talent à chercher comment il faut s'y prendre pour asseoir le moins d'anges sur une tête d'épingle. Pour ma part, je trouve cela oiseux et préfère à cette espèce particulière de puérité sénile des oeuvres comme LE NOMBRIL de Gilbert La Rocque, UN, DEUX, TROIS de Pierre Turgeon, MA TITE VACHE A MAL AUX PATTES de Jean-Marie Poupart et D'UN MUR A L'AUTRE de Paul-André Bibeau. Ces quatre romans n'ont aucun point de ressemblance: LE NOMBRIL, c'est l'extrême dureté de la quotidienneté montréalaise; UN, DEUX, TROIS est un récit onirique, un film hallucinant au fond d'une carrière abandonnée qui pourrait bien être le Québec futur, que déserteraient ses habitants trop désespérés pour continuer l'oeuvre; MA TITE VACHE A MAL AUX PATTES constitue l'éclatement du roman en une profusion d'aphorismes brillants qui font de Jean-Marie Poupart l'un de nos moralistes les plus violents; et dans D'UN MUR A L'AUTRE, Paul-André Bibeau fouille le monde complexe des amours d'homme, malaisées, ne pouvant s'accomplir que dans une joute subtile et brutale.

J'ai l'air de résumer ces romans à une formule. Mon intention n'est que de situer quelques oeuvres, d'ouvrir la discussion, d'inviter à la lecture sans laquelle l'écrivain n'existe virtuellement pas. L'un des problèmes majeurs de notre littérature est justement là, dans ce peu d'intérêt qu'elle suscite. Lorsqu'on lit les journaux et les revues du Québec, l'on est renversé par le manque de sérieux de ceux qui généralement ont pour métier de faire connaître nos auteurs. Au Québec, il n'y a à peu près pas d'information littéraire. C'est curieusement un journal anglophone, le MONTREAL STAR, qui parle le plus et avec une grande sympathie de la littérature d'ici. Des journaux comme LE PETIT-JOURNAL, LE DIMANCHE-MATIN, LA PATRIE et LE PHOTO-JOURNAL, qui ont jadis eu de solides rubriques littéraires sont devenus pitoyables, à la merci des maquignons et des marchands de choux. Et je ne parle pas des absences du DEVOIR ni de celles de LA PRESSE. Pendant ce temps, le gouvernement du Québec, dans une politique paternaliste, publie CULTURE VIVANTE, une revue luxueuse et prestigieuse qui ne touche pas 150 lecteurs. C'est un journal culturel populaire qu'il

aurait fallu créer, pas un joujou pour criticologues en mal de jouissance et de puissance. Cela a l'air de rien, que d'affirmer cela, mais en le faisant, on touche du doigt ce qui, ici, au Québec, est le plus négligé. Car, quoi qu'on dise, ce n'est pas d'oeuvres que nous manquons.

## Le chanoine Groulx, Léandre Bergeron

Il faudrait, par exemple, parler du premier tome des MEMOIRES du chanoine Groulx dont l'oeuvre a coïncidé avec l'apogée de la puissance de l'Eglise québécoise. Le chanoine Groulx a eu une longue carrière: il a publié une cinquantaine d'ouvrages dont certains ont inspiré profondément la pensée canadienne-française. Il est bien évident que le chanoine Groulx appartient au monde québécois d'avant 1960, clérical, nationaliste de droite, et dans lequel les *majorités silencieuses* d'aujourd'hui doivent encore se reconnaître. Il n'est peut-être pas inopportun d'opposer au chanoine Groulx le PETIT MANUEL D'HISTOIRE DU QUEBEC de Léandre Bergeron, qui a été le grand best-seller de l'édition québécoise cette année avec 30,000 exemplaires vendus. Rédacteur de la revue de gauche PARTI-PRIS, professeur, marxiste, Bergeron fait de l'histoire une interprétation qui est aux antipodes de celle de Groulx: dès les débuts de la colonie, les curés et les bourgeois canadiens-français se sont unis, ont constitué un Establishment qui, comme tous les establishments, a protégé ses arrières, bien souvent sur le dos du petit peuple. Il serait difficile de donner tout à fait tort à Bergeron dont le premier but est de démystifier l'enseignement frauduleux de notre histoire.

## Fernand Ouellette, Gaston Miron

Il faudrait aussi parler des ACTES RETROUVES de Fernand Ouellette qui écrit, dans la solitude, une oeuvre de réflexion qui nous est essentielle, dans laquelle il nous révèle à nous-mêmes, nous propose un grand projet: faire l'homme nouveau et délivré des mythes anciens, qu'ils s'appellent violences, peurs, impuissances et désespoirs. Ce nouvel humanisme, Ouellette le veut exigeant: nous devons atteindre à la

sainteté, nous dépouiller de nos vieilles peaux pour accéder à l'immobilité. Cela n'est pas aisé, tout nous éloigne de cet objectif, et voilà pourquoi l'homme doit apprendre la solitude, en faire une arme qui puisse être tournée vers le monde extérieur pour le désamorcer. Etre libre, et l'être jusqu'au chant, jusqu'au cri, jusqu'à la douleur, comme nous l'a appris Gaston Miron, homme de légende maintenant, ce qui lui enlève peut-être le goût d'être encore poète. Devenir objet de fable, n'est-ce pas le piège qu'on a tendu involontairement à Miron ces temps récents? Il est curieux qu'un poète comme Miron (dont on a publié cette année L'HOMME RAPAILLE qui constitue l'ensemble de son oeuvre connue) écrive si peu à un moment où il faudrait pourtant que le Québec soit inondé sous un déluge de poésie nouvelle, tournée vers l'avenir collectif, pleine des chants tant attendus de la délivrance. Le silence presque total de Miron est inquiétant car il nous oblige à nous poser la question suivante: ne peut-on dire que l'écrasement, la défaite, la fin et le désespoir? Il me semble qu'on identifie trop Miron à tout cela qui était notre impossibilité d'être. Notre jeune poésie a de la difficulté à s'échapper de cette trappe: ou elle tombe dans les maniérismes stérilisants de TEL QUEL ou elle reedit, en mineur, ce que Miron et les hommes de sa génération ont tellement hurlé pendant des années qu'ils en ont perdu leurs poumons. Il y a évidemment des exceptions, comme Raoul Duguay et Luc Racine. D'autres jeunes poètes sont à trouver leur monde, qui est plus intimiste, moins politisé sans doute, plus fragile aussi; c'est la recherche d'un nouvel érotisme CORPS ACCESSOIRES de Roger Des Roches; LE SAINT ROUGE ET LA PECHERESSE de Louis Geoffroy; SLURCH de Marie-Francine Hébert); d'une nouvelle fantaisie (ELIE, ELIE POURQUOI de Jacques Boulerice); d'un nouveau romantisme (CHARMES DE LA FUREUR de Michel Beaulieu) et d'un nouveau baroque (LES MANGEURS DE TERRE de Louis-Philippe Hébert). Tout se passe comme si la poésie québécoise, qui a longtemps été le symbole de notre résistance, avait passé le flambeau aux romanciers à qui revient maintenant la tâche de continuer l'oeuvre entreprise. Après les miniatures donc, voici le temps des fresques. C'est un signe parmi

tant d'autres, qui nous dit que nous en sommes à notre commencement.

## Entré le passé et l'avenir

Je ne voudrais pas finir sans dire un mot d'une maison d'éditions dont on parle peu mais dont l'oeuvre est plus qu'intéressante. Il s'agit de REEDITION-QUEBEC, que dirigent quelques Anglophones de Montréal. Il y a quelques années, ces jeunes gens ont conçu un projet audacieux qu'il faut louer car il est d'envergure: pourquoi ne republierait-on pas des ouvrages québécois oubliés, introuvables ou méconnus? C'est ainsi qu'on a pu remettre la main sur MARIE CALUMET de Rodolphe Girard, par exemple. L'un des plus récents titres parus est FAMILLE-SANS-NOM, le grand roman de Jules Verne sur les troubles de 1837-1838. Encore là, il est opportun de noter que ce livre est rapidement devenu un best-seller. Au Québec, la littérature de la résistance est devenue rentable: l'idée de l'indépendance fera bientôt vivre les éditeurs. Qu'un livre comme LA SOLUTION du Parti Québécois ait tiré à plus de 90,000 exemplaires est un événement d'importance, extrêmement lourd de conséquences.

Il se produit actuellement dans ce pays un grand brassage d'idées desquelles sortiront les grandes oeuvres de demain. Nous avons la chance rare de faire l'inventaire de notre passé collectif et d'imaginer l'avenir. Peu de peuples ont ce privilège d'être tout à la fois présents dans le passé et le futur. Que nous le fassions dans d'apparentes contradictions, en piétinant parfois ou par trop de livres-pétards-mouillés, cela n'est pas grave, tout compte fait. Quant au reste, eh bien! que pourrait-il devenir sinon littérature?

*Journaliste, critique et éditeur, Victor-Lévy Beaulieu est aussi romancier. Il a publié quatre romans: MEMOIRES D'OUTRE-TONNEAU, RACE DE MONDE!, LA NUITTE DE MALCOMM HUDD et JOS CONNAISSANT.*

EN VENTE PARTOUT A PRIX POPULAIRES

# LIBRE marabout

Plus de 2 000 titres publiés

Ouvrages d'information scientifique  
et culturelle

Romans médicaux, d'évasion, de  
suspense, de guerre, de fantas-  
tique, de science-fiction, etc.

Guides de référence pratiques



# marabout



**gratuitement :** sur simple demande à l'adresse ci-dessous, vous recevrez régulièrement le Magazine illustré en couleurs et le catalogue général.

Distributeur général pour les Amériques : KASAN Ltée-226 Est, Christophe Colomb, QUEBEC P.Q.

# LE POUVOIR MUNICIPAL À MONTREAL



## de QUELLE SOCIÉTÉ ET de QUELLE DÉMOCRATIE PARLONS-NOUS?

Compte-rendu d'une recherche réalisée  
par le **CENTRE DE PASTORALE POUR LE MILIEU  
OUVRIER** sous la direction de **SERGE CARLOS**

### Avant-propos

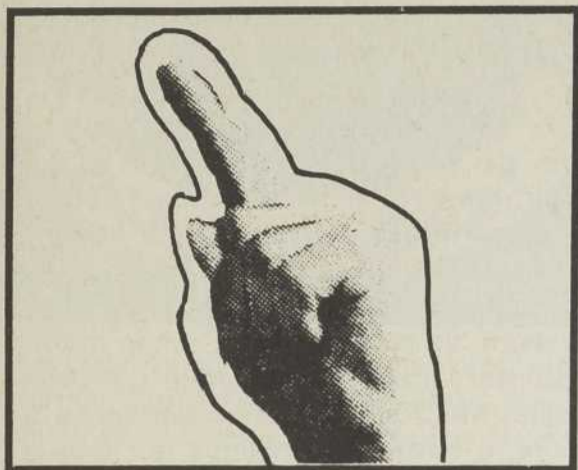
Le Centre de Pastorale pour le Milieu Ouvrier est un organisme nouveau dans le contexte québécois, ses activités ayant officiellement débuté en septembre 1970. Le Centre se veut un lieu de recyclage pour les gens intéressés au travail en milieu ouvrier. Pour l'instant, la population des stagiaires est composée de prêtres canadiens-français ayant exercé leur ministère pendant quelques années dans des milieux aussi divers que le Manitoba et le Nouveau-Brunswick canadiens-français, le Lac St-Jean, l'Abitibi, Québec, Montréal... Pendant neuf mois de présence au Centre, les stagiaires s'attachent principalement à deux tâches: la réflexion sur une pastorale appropriée au milieu ouvrier et l'apprentissage de méthodes sociologiques d'approche de la réalité sociale. Dans le cadre de cette seconde tâche, les stagiaires ont consacré la période de septembre à décembre

1970 à réaliser une première expérience de recherche sociologique. Le thème de cette recherche était fournie par la vie montréalaise. Dès la première semaine de septembre commençait la cueillette d'informations susceptibles d'éclairer l'interprétation du rituel électoral qui devait se jouer quelques semaines plus tard. Cette cueillette prévoyait l'emploi de diverses techniques: analyse de contenu de matériaux publiés, entrevues d'informateurs privilégiés, observation de situations de groupe, sondage. Bien qu'ayant été conduites selon les principes scientifiques les plus rigoureux étant donné la situation, ces opérations ont nécessairement rencontré certains problèmes. Les chercheurs étaient des novices qui se sont admirablement acclimatés à des procédures sévères et souvent fastidieuses. L'indulgence du lecteur est requise en même temps que nous lui assurons de demeurer fidèles

aux canons de la précision scientifique dans la présentation des matériaux.

Les informations recueillies peuvent être divisées en deux blocs distincts. Le premier bloc concerne le contexte général de l'élection, les appareils politiques en présence et les mécanismes de communication avec la population. Le second bloc se rapporte aux réactions d'un secteur précis de la population, soit celles d'un quartier ouvrier spécifique. Le texte qui suit fait surtout référence au contexte de l'élection et aux appareils en présence sur la scène politique municipale. Les résultats du sondage qui constitue la pièce de résistance du second bloc, seront présentés dans une autre publication.

Tous les stagiaires (1) ont contribué à la synthèse des informations. Pour assurer plus de continuité, le texte qui suit a été rédigé par le directeur de la recherche.



# QU'EST-CE QU'UN GOUVERNEMENT MUNICIPAL?

*Selon une habitude caractéristique de l'équipe Drapeau-Saulnier, les grandes politiques sont annoncées seulement quand, après de minutieuses études, on est sûr de les réaliser (2).*

Si l'équipe Drapeau-Saulnier avait appliqué ce principe d'efficacité administrative à la réflexion sur la nature fondamentale du gouvernement local de Montréal, elle aurait sûrement épargné à la population une foule de déclarations à l'emporte-pièce, dictées par les circonstances, sur la démocratie municipale, la représentativité des élus et la signification du vote. Nous verrons plus loin comment ces sujets apparaissent tantôt comme ambigus et tantôt comme cohérents dans la pensée du Parti Civique et de son chef. Pour l'instant, contentons-nous de faire remarquer que ces thèmes sont importants, qu'il convient de les discuter rigoureusement et que l'unanimité est loin d'exister parmi les spécialistes de la question. M. Drapeau s'est plu récemment à rabrouer tous ces politicologues, sociologues, éditorialistes et penseurs du même acabit qui posent des questions sur la démocratie municipale. A l'entendre, seul celui qui incarne le pouvoir municipal depuis plus de dix ans peut savoir à quoi sert un gouvernement municipal et comment il doit fonctionner. Il nous apparaît présomptueux qu'un seul homme détienne toute la vérité sur une question qui a attiré l'attention de nombreux penseurs politiques depuis Aristote et qui fait l'objet de recherches constantes dans plusieurs pays.

## Valeurs spécifiques

Si l'on veut résumer ici les grandes tendances de la recherche politique sur les gouvernements locaux, on peut partir

des valeurs spécifiques à ce palier de gouvernement. Dans un texte récent, Dupré présente trois valeurs politico-administratives que seul un gouvernement local peut maintenir vivantes (3). **La première valeur est la liberté** dans le sens de la théorie politique de Montesquieu. A l'intérieur des Etats démocratiques modernes, les gouvernements suprêmes ne peuvent qu'édicter des lois qui rencontrent les besoins de la majorité. Certaines communautés homogènes peuvent connaître des besoins particuliers qui sont mis en danger par certaines règles ou procédures *nationales*. Le gouvernement local est nécessaire pour atténuer les effets de nivellement issus des politiques générales de l'Etat. Le gouvernement municipal assure que la liberté d'aspirations de groupements territoriaux homogènes n'est pas sacrifiée dans le mécanisme par lequel tout gouvernement national réduit l'hétérogénéité du peuple à un consensus fonctionnel. Cette valeur établit le gouvernement local comme agent représentatif dans un système politique plus large. Elle implique une vision homogène de la communauté locale et oriente l'énergie de ses représentants vers l'extérieur.

**L'efficacité de l'administration publique est la seconde valeur que peut assurer le gouvernement local.** La société de masse implique des tâches qui ne peuvent être réalisées à l'échelle d'une nation. Certains services essentiels ne peuvent être gérés adéquatement qu'au niveau local. L'administration des systèmes d'approvisionnement en eau serait une tâche impossible au palier national. Les aspects locaux des problèmes de prévention et de lutte contre le crime ont jusqu'ici favorisé l'établissement de corps policiers locaux. La définition des secteurs de juridiction

des divers paliers de gouvernement en matière de services publics peut se modifier à moyen ou à long terme. Il reste cependant que le gouvernement local est reconnu comme seul capable de répondre efficacement à un certain nombre de besoins. Si les citoyens devaient se rendre à Québec ou à Ottawa pour faire changer les règlements de circulation dans leur quartier, il y aurait sûrement perte d'énergie et d'efficacité.

**La troisième valeur à laquelle répond le gouvernement municipal est celle de la participation des citoyens à la chose publique.** La complexité des problèmes locaux, l'ampleur des structures de gouvernement ne peuvent dépasser un niveau maximum au-delà duquel tout un secteur de la population ne pourra plus accumuler l'information nécessaire à une participation réelle. Chez plusieurs théoriciens politiques, gouvernement local et participation des citoyens sont indissolublement liés.

## Gouvernement d'efficacité et gouvernement de consensus

Dépassant la discussion théorique des *valeurs de vie en société* auxquelles correspond l'existence des gouvernements locaux, la recherche empirique fait apparaître diverses formules d'organisation et d'orientation de ces gouvernements. Notons comme première formule, **l'organisation municipale centrée sur l'action d'administrateurs professionnels.** Ces personnes assurent l'efficacité des fonctions municipales sous la surveillance des élus du peuple qui sont plus souvent

qu'autrement des notables jouissant de la confiance de la population. Dans ce système, particulièrement répandu dans les banlieues de classe moyenne des grandes agglomérations urbaines, la participation des citoyens est surtout directe. La technique du référendum est employée pour les décisions importantes. Pour la solution des problèmes touchant certains groupes de citoyens de la communauté, ceux-ci savent s'organiser, distribuant les pétitions à signer et les soumettant dans un jeu de pression, aux officiers municipaux compétents. A l'autre extrême de la typologie des structures de gouvernement municipal, apparaît **le gouvernement axé vers l'extérieur de la communauté**. Les élus incarnent le groupe communautaire et ils tracent les politiques qu'exécutent un corps de fonctionnaires spécialisés. Leur rôle essentiel est dans ce cas, de représenter la municipalité auprès des gouvernements supérieurs et des organismes nationaux. Elus par consensus, s'appuyant sur un système administratif qui se contrôle automatiquement, les représentants officiels de la communauté ont mandat de tracer les grandes lignes de développement et de donner à cette communauté locale une personnalité spécifique et une présence sur un échiquier politique plus étendu.

## Deux types idéaux de gouvernement

Les deux types que nous venons de décrire sont idéaux. Le premier repose sur la valeur d'efficacité et coïncide avec des aptitudes naturelles de participation directe de la population. Le second type est plus axé vers la défense de la liberté du groupe local, vers la sauvegarde de l'identité propre de la communauté municipale. La participation y apparaît subordonnée au consensus. Peu de gouvernements municipaux correspondent parfaitement à l'un ou l'autre type, bien que chacun ait des traits majeurs qui permettent de le classer dans un camp plutôt que dans l'autre. Nous avons présenté longuement le **gouvernement d'efficacité** et le **gouvernement de consensus**, parce que ces deux formules sont de loin majoritaires dans les monographies de gouvernements locaux accumulées jusqu'à ce jour. Un autre type est ici oublié, soit le **gouvernement autocratique**. Encore répandue,

cette forme de pouvoir politique local correspond à un cadre social particulier. La littérature de science politique présente plusieurs exemples de localités dominées par les représentants de l'*industrie* majeure du lieu. Cette *industrie* peut être aussi bien une université qu'une firme commerciale privée ou publique. Ce type nous est apparu moins important parce que marginal par rapport aux canons démocratiques du gouvernement local. Notons cependant que le politologue québécois Guy Bourassa a qualifié d'autocratique le gouvernement de Montréal pour la période 1840-1873, sur la base du personnel politique en poste à cette époque (4).

## Participation et partis politiques

Pour que notre discussion des types soit exhaustive, même si elle demeure rapide, il doit apparaître que **la formule du gouvernement local reposant sur la valeur de participation est peu développée dans les sociétés industrielles**. Chez les théoriciens politiques, la participation est présentée comme résultat des discussions et confrontations sur les politiques locales auxquelles donne lieu le processus électoral. La participation est liée à l'information que les citoyens acquièrent, à leurs contacts avec leurs représentants élus, à leurs activités dans des groupes à vocation politique et à leur décision au moment du vote. Les enquêtes montrent habituellement que le niveau d'information des citoyens face à la politique locale est faible, que les activités politiques locales sont peu fréquentes, que le taux de vote est plus bas au palier municipal qu'au palier national et que les populations ont quelques contacts avec les fonctionnaires municipaux mais très peu avec des élus (5). Très souvent, **on présente les partis politiques comme des gages de participation des citoyens à la chose publique**. Les partis, dit-on, cristallisent les options politiques et activent la discussion des alternatives des décisions importantes. Leur présence est aussi génératrice des structures dans lesquelles un plus grand nombre de citoyens peuvent contribuer à la dynamique politique. Force nous est de reconnaître que les partis politiques sont généralement peu importants au palier municipal, si toutefois ils existent (6). A ce sujet, nous pouvons apporter

une première constatation de notre recherche. Si on fait la somme de tout ce qui fut publié dans les deux mois précédant l'élection municipale en 1960, 1962, 1966 et 1970, dans deux quotidiens de Montréal (La Presse et Le Devoir), on note clairement que 1960 et 1970 marquent des situations privilégiées pour la diffusion de l'information. Ayant mis sur pied le premier parti politique digne de ce nom sur la scène municipale en 1957, soit la Ligue d'Action Civique, M. Drapeau donne naissance à une autre formation politique qui fera la lutte à la première en 1960. En 1962 et 1966, où seul le Parti Civique présente une structuration sérieuse, le volume d'information transmis par les journaux baisse considérablement par rapport à 1960. Nonobstant les événements à retentissement national, si ce n'est international, l'élection de 1970, avec la lutte entre le FRAP et le PCM, atteint un palier nouveau en ce qui concerne la quantité d'information transmise à la population. La présentation des questions importantes, des principales alternatives de décision, est véritablement le palier minimum à atteindre pour qu'on puisse parler de participation des citoyens.

Dans les pages qui suivent, nous allons tenter de caractériser les forces en présence sur la scène électorale en 1970. Les concepts de valeur privilégiée du gouvernement local et les types de gouvernement municipal esquissés nous aideront à distinguer ces forces politiques.



# LE PARTI CIVIQUE de MONTRÉAL

La création du Parti Civique remonte à 1960. Écrire l'histoire du Parti civique c'est en quelque sorte écrire l'histoire de M. Drapeau. En effet, lorsqu'on analyse l'évolution du Parti civique depuis sa naissance jusqu'à maintenant, lorsque l'on jette un coup d'œil critique sur les événements et les déclarations qui entourent les campagnes électorales depuis 1960, nous en venons facilement à cette conclusion. Mis à part M. Lucien Saulnier, le bras droit de M. Drapeau, les membres du Parti civique ont tellement peu percé sur la scène municipale, soit par des initiatives, soit par des déclarations publiques, qu'on serait bien en peine de dire en quoi ils ont pu influencer les politiques du parti. Nous pouvons même nous demander dans quelle mesure ils ont joué au sein de l'administration municipale un rôle véritable.

## Un conflit de personnalité

À la veille de la campagne électorale municipale de 1960, les tensions et les conflits de personnalité qui sévissaient à l'intérieur de la Ligue d'Action Civique éclatent au grand jour après de vains efforts de réconciliation. Le 13 septembre, les journaux annoncent en manchette que la LAC se divise en deux camps. On parle de la rupture entre MM. Desmarais et Drapeau. Le lendemain on fait toutes sortes d'hypothèses sur la cause de cette rupture: *Une querelle de tactique? Désaccord sur les méthodes? Susceptibilités des personnes? Une chicane pour rien?* (7). Au dire d'un collaborateur de Cité Libre: *Jean Drapeau tolérerait mal la direction exercée par Pierre Desmarais, cela était... apparent même à l'extérieur depuis longtemps* (8). Toutefois le 15 septembre on parle encore de M. Drapeau comme *seul candidat officiel de la LAC à la mairie*. Mercredi le 23 septembre les journaux lancent la rumeur que *Jean Drapeau fonderait un nouveau parti*, mais rien n'est encore certain. M. Drapeau use de la plus

grande discrétion. On annonce qu'il parlera le dimanche. Comme prévu, le 27 septembre M. Drapeau confirme officiellement sa rupture avec M. Desmarais et annonce la fondation du Parti civique de Montréal. Concernant sa rupture avec M. Desmarais, M. Drapeau déclare qu'il s'agit non pas d'une divergence d'opinion sur les principes mais d'un conflit de personnalité. Il nie cependant les allégations selon lesquelles il aurait été la cause de la division à l'intérieur de la LAC et aurait cherché à influencer les dissidents.

Si M. Drapeau fonde un nouveau parti c'est, affirme-t-il, uniquement pour empêcher que des hommes compétents quittent la vie politique. Éviter à Montréal une telle perte est devenu pour lui un cas de conscience: *En conscience*, dit-il, *je ne puis faire que dix-neuf personnes de ce calibre abandonnent la vie politique à cause de l'intransigeance d'un homme* (9). Puis M. Drapeau, s'appuyant sur une déclaration de dix-sept dissidents de la LAC où on le reconnaît expressément comme chef du nouveau parti, se lance énergiquement dans la campagne électorale.

## Un parti politique personnalisé

La formation du Parti Civique est l'acte de création d'un parti politique personnalisé. Le scénario prévoit en premier lieu l'éloignement des concurrents au poste de chef du parti. Les conflits de personnalité menant à la scission au sein d'un parti politique sont généralement des conflits de leadership. La seconde phase du scénario ressemble à un échange de votes de confiance. Les journalistes d'octobre 1960 avaient noté, sans trop y porter attention, que la Ligue d'Action Civique déterminait ses officiers par voie de nomination et d'élection. Si les personnes qui se sont ensuite regroupées dans le Parti Civique quittaient la Ligue, c'est qu'elles n'avaient pu monopoliser

les postes auxquels elles avaient droit. Si elles se retrouvaient pour former le Parti Civique c'était aussi pour désigner leur chef et leur modèle, M. Drapeau. Dès le début, le Parti Civique est homogène. C'est un parti d'hommes intègres que le chef sait innocents des scandales qu'il s'apprête à dénoncer.

La campagne de 1960 se fait sous le signe de la lutte acharnée à la politiciaille, au patronage et aux activités scandaleuses. Le thème de l'assainissement de l'administration municipale est réel et nul autre que M. Drapeau ne peut le communiquer avec autant de garanties à la population. Champion de l'ordre public et de la moralité depuis 1946, M. Drapeau ajoute à son image de 1960 celle du champion de la démocratie. Il avoue qu'il ne se serait pas présenté à la mairie si la disparition des conseillers de la classe C n'avait été aussi imminente qu'à la veille du référendum sur cette question. M. Drapeau ne veut pas siéger avec 33 conseillers qui n'ont pas reçu l'approbation populaire (10). Si on ajoute la réforme du processus électoral, l'établissement du vote universel pour tous les postes, on doit reconnaître que M. Drapeau s'est préoccupé d'instaurer la démocratie au sein du gouvernement municipal.

## Une "démocratie de consensus"

Pour employer des termes exposés dans la première partie de cet article, disons que la démocratie de M. Drapeau est une *démocratie de consensus*. Le chef détermine la constitution de son parti et présente ensuite le tout à la population comme un symbole dans lequel elle se reconnaît ou non. Quand le parti est assuré par la victoire électorale d'incarner la communauté, il s'efforce de porter cette image à l'extérieur et devient le représentant du consensus, et l'appareil politique que constitue le conseil municipal perd son rôle d'organisme de débat



pour devenir le lieu de l'expression rituelle du consensus de la communauté. Cette interprétation du Parti Civique nous vient de trois sources; l'accumulation de toutes les définitions du parti dans les journaux et revues depuis 1960, une série d'entrevues avec des membres du parti et une analyse de contenu des procès-verbaux des réunions du conseil municipal.

En ce qui concerne le type de personnes qui peuplent les rangs du Parti Civique, les documents écrits nous fournissent peu d'éléments. Nous pouvons affirmer qu'en quatre élections réparties sur dix ans, un seul membre du Parti Civique, en dehors du tandem Drapeau-Saulnier, est mentionné par la presse comme porte-parole de son parti. En 1960, le conseiller Prosper Boulanger avait exposé la politique du parti relativement à la sécurité et à l'ordre publics (11). Nous savions d'autre part que M. Drapeau posait comme conditions d'appartenance au parti: a) le fait de penser la même chose que les autres membres, de vouloir poursuivre les mêmes buts en utilisant les mêmes moyens (12); b) le fait d'accepter son leadership (13). Peu à peu s'est posée la nécessité de recueillir des informations sur la perception que les conseillers municipaux de Montréal ont de leur rôle. Nos attentes, dans ce domaine, provenaient des recherches déjà faites au Canada, aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne (14). Plus souvent qu'autrement les conseillers municipaux perçoivent le gouvernement municipal comme un conseil d'administration analogue à celui d'une firme commerciale ou industrielle. Ils ne voient pas la nécessité d'introduire plus de contacts démocratiques avec la population que celui de l'élection, sont soucieux de préserver leur liberté de participer aux décisions selon ce qu'ils conçoivent personnellement comme le bien de la communauté.

## Des entrevues révélatrices

Pour décrire les conseillers municipaux montréalais, nous avons décidé de rencontrer cinq conseillers choisis au hasard dans la liste des membres du Parti Civique qui terminaient leur mandat en plus des trois candidats du PCM dans le district électoral où nous devions réaliser le sondage. Après trente-six appels téléphoniques où les réponses étaient incer-

taines, où les interlocuteurs voulaient consulter le parti avant d'accepter, nous avons pu rencontrer un des trois candidats et trois anciens conseillers. La représentativité de ces informateurs nous est inconnue, mais le dédale par lequel nous les avons rejoints est significatif du contrôle qu'exerce le parti sur ses membres. Les résultats de ces entrevues réalisées à partir d'un schéma de thèmes sur lesquels les informateurs pouvaient répondre à leur gré, ne coïncident pas tout à fait avec nos attentes. En ce qui concerne **les relations de la population avec les élus** nous obtenons les réponses suivantes:

1) *déjà les corps intermédiaires jouent un rôle, même si ce n'est qu'une minorité qui exprime ses besoins par cette voie.*

2—*Les comités de parents et de loisirs font connaître au conseiller leurs besoins et celui-ci agit comme interprète au conseil municipal.*

3—*La structure idéale est le vote de confiance dans un mandat pour quatre ans face à un programme électoral audacieux, où tous sont élus pour un but bien précis.*

4—*Je ne sais pas quel est le rôle exact des corps intermédiaires dans le gouvernement municipal et je ne vois pas comment le maire entrevoit les relations avec eux.*

Nous avons là toute une gamme d'opinions, du plus critique au plus soumis à l'avis du maire. Il y a la même hétérogénéité au sujet de **l'intérêt des citoyens vis-à-vis la politique municipale**. Pour l'un, les gens s'intéressent aux problèmes de l'aménagement physique de la ville (pollution, propreté...). Deux autres constatent un intérêt dans les groupements de citoyens, dans les communications fréquentes avec le conseiller. Le dernier ne croit pas qu'on puisse intéresser les gens à la chose municipale, si ce n'est les groupes qui ont des intérêts précis à défendre (commerçants, hommes d'affaires...).

L'unanimité se révèle quand on parle de **la possibilité que les citoyens comprennent les enjeux de la politique municipale et les règles de décision politique**. Aucune réponse positive n'est donnée sur ces thèmes. Là où les réponses commencent à être révélatrices c'est

quand on mentionne **la possibilité d'une opposition au sein du gouvernement municipal**. Deux informateurs amènent la thèse officielle de l'efficacité du huis-clos et de l'unanimité du conseil municipal. Les deux autres émettent cependant des constatations bien différentes à la seule mention du thème *opposition*. Ils abordent sous cette étiquette leur présence au sein du Parti Civique plus que la possibilité d'une contre-force à celle du PCM. Pour l'un, *quand on n'est pas d'accord, il faut faire attention de ne pas se faire percevoir comme ayant une autre mentalité, il faut s'arranger pour convaincre les autres en ne blessant personne et en tenant compte des susceptibilités*. L'autre informateur va plus loin et s'en prend aux velléités de M. Saulnier de tout contrôler, notant *qu'il s'ensuit un manque de coordination dans les services, et que les fonctionnaires deviennent des petits roitelets*.

## "Ce que le maire attend d'eux"

Les réponses les plus inattendues se sont produites quand on a demandé aux informateurs de décrire les parties constituantes du gouvernement de Montréal. Après avoir décrit le conseil municipal et le conseil exécutif, les répondants arrivent à la description du maire et nous recueillons des propos de ce genre:

1—*la conduite des conseillers se base sur ce que le maire attend d'eux.*

2—*le maire choisit les conseillers en fonction de leur personnalité, il faut d'abord que ce soit des gens honnêtes, intègres, sans nécessité préalable d'une philosophie sociale.*

Les deux commentaires vont jusqu'à décrire le mode d'action de M. Drapeau pour rendre compte du rôle du maire. Rien dans la constitution du gouvernement municipal n'implique cet attachement des conseillers à la personne du maire. Pour compléter le tableau, tous affirment n'avoir rien fait pour accéder à la politique municipale; tous ont été appelés à y participer.

L'image rapide que nous venons de tracer semble produire des types assez opposés de conseillers du Parti Civique. Une chose les unit, ils réagissent aux questions par référence au parti. Le

premier d'entre eux ne sait pas grand-chose et se demande toujours ce que le maire en pense. Le second en sait plus et invoque souvent des idées du maire pour appuyer les siennes. Le troisième donne les réponses orthodoxes en tant que membre du parti mais laisse percer un peu d'agressivité. Enfin, le dernier se laisse entraîner à n'être pas d'accord avec certaines lignes d'action du parti et fait de son désaccord la source de la grande majorité de ses réponses.

## Du caucus du parti au conseil municipal

Dès l'élection de 1962, les accusations de dictature sont lancées à l'endroit du maire Drapeau. Les entrevues que nous venons de décrire laissent la porte ouverte à une certaine variété d'opinions au sein de l'équipe du Parti Civique. Pour sa part, M. Drapeau se défend d'être dictateur dans bon nombre de déclarations lui manquant de cohérence. Sa première ligne de défense consiste à valoriser le caucus du parti: *dans le Parti Civique, il y aura toujours de l'auto-critique. Qu'il y ait 40 ou 45 membres d'élus, il y aura quand même des discussions et nous continuerons d'avoir des caucus* (15). Cette défense coïncide avec le *moto* du parti de ne pas porter les discussions sur la place publique (16). Si le caucus est le centre des discussions et si les décisions doivent se prendre à huis clos, le conseil municipal n'a plus tellement de rôle à jouer dès le moment où le parti contrôle plus de quarante sièges sur 48 ou même 52 sièges sur 52. Ceci n'empêche pas le maire d'affirmer *qu'il croit dans la démocratie... le jour des élections d'abord puis par la suite à l'intérieur du conseil municipal* (17). L'une ou l'autre des déclarations du maire ne correspond pas à la réalité. Pour avoir une idée du style d'activités du conseil municipal, nous avons décidé de procéder à une analyse des propositions qui lui sont soumises. Nous avons sorti des procès-verbaux des réunions du conseil, de l'élection de 1966 à la fin de 1969, une proposition à toutes les dix. Le tableau suivant classe les résolutions par thèmes:

Règlements et permis d'occupation	23
Zonage	17
Règlements de circulation	6
Pavages et trottoirs	43
Egoûts	9
Parcs	2
Expo	2
Octrois	8
Taxation	5
Nominations	9
Divers	31
<b>Total</b>	<b>241</b>

Nous ne nous attarderons pas à la description du contenu de ces propositions. Le lecteur remarquera sans difficulté la prépondérance des questions immobilières et des travaux publics. Il est plus important pour notre propos de décrire le sort de ces propositions au conseil.

Acceptées à l'unanimité	91.7%
Renvoyées au comité exécutif	6.2%
Acceptées avec dissidence	0.8%
Déclarées hors-d'ordre	0.5%
Rejetées	0.8%

Si on ajoute à ces données le fait que 99.5% d'entre elles sont présentées au conseil municipal par un membre du comité exécutif (le secrétaire Snyder dans 88% des cas), l'image de la *démocratie* au conseil est complète. Il est clair que les réunions du conseil font partie d'un rituel du consensus, les conseillers ne présentent pas de motions à leur nom comme leur permettent les règlements du conseil municipal (article 52), la création de comités d'études est presque inexistante. Si les membres du parti ne sont pas d'accord, ils ne doivent pas le dire publiquement. Un parti qui veut incarner une communauté sur le mode du consensus ne doit pas donner de signes de dissension, et encore moins multiplier les symboles humains de ce consensus. Comme le dit M. Drapeau, *les séances du conseil ne sont pas des concours de popularité mais d'efficacité* (18). Pour que le symbole demeure frappant, une seule personne doit détenir toute la popularité.

## "Au service de toutes les classes"

Jusqu'ici nous avons montré que les

membres du Parti Civique ont des conceptions politiques en référence au parti et qu'ils jouent le jeu de l'unanimité sur la scène publique. Notre hypothèse de départ est que le PCM se veut l'incarnation de la communauté montréalaise. Dès sa naissance, le parti de M. Drapeau s'est donné comme devise: *Au service de toutes les classes*. Encore faut-il préciser la diversité des classes auxquelles le maire fait allusion quand il affiche cette devise.

Pour le Parti Civique, les classes sociales se définissent non pas en termes socio-économiques mais en termes culturels et ethniques. Quand il lance la devise, le chef explique que le PCM veut assurer une représentation adéquate de la population de langue anglaise et des groupes ethniques (19). Le Parti Civique ne saurait prétendre regrouper dans ses rangs des représentants de toutes les strates socio-économiques. S'il ne peut être un microcosme de la communauté montréalaise sous cet angle, il le sera en termes de pluralisme ethnique. Le PCM est l'image de la société montréalaise puisqu'il compte dans ses rangs *deux candidats italiens, un candidat polonais, un candidat hongrois, des candidats juifs et anglais...* (20)

Dès lors, on ne doit pas se surprendre d'entendre le maire affirmer: *"notre objectif était d'incarner la volonté populaire et il n'y a pas à se surprendre ni à craindre pour l'avenir du fait que le peuple se soit reconnu dans la philosophie et l'action qui nous anime* (21). La politique du consensus, du symbole, ne pose pas de problème à court terme. Un peuple ne choisit pas son père ni son évêque tant que la vie coule doucement. Un jour le vent du changement souffle et le peuple se trouve d'autres symboles. Les adeptes du consensus doivent craindre pour l'avenir. M. Drapeau a fustigé *l'incivisme des siens*, par personne interposée, lors de sa défaite de 1957 (22). Il est parvenu à supplanter les politiciens *véreux* pour imposer son image en 1960. En 1966, il trouvait *inexplicable* son échec dans Sainte-Anne aux mains d'un autre politicien incarnant une communauté (23). Il risque de ne pas comprendre quand les citoyens, qui désirent une opposition dans les murs dans 75% des cas, décideront que le rituel du conseil municipal doit se dérouler dans la langue du peuple.

Contrats pour achats d'immeubles	44
Règlements et permis de construction	42



*Il y a ce phénomène extrêmement intéressant de la création d'un nombre sans cesse croissant de comités de citoyens qui veulent agir sur les leaders municipaux en délaissant le plus souvent les moyens traditionnels de pression sur nos élus. L'animation sociale a ainsi donné lieu à une nouvelle forme de participation et cela est extrêmement stimulant pour la démocratie à venir, Guy Bourassa (24).*

Dès l'été de 1968, un des rares spécialistes de la politique urbaine du Québec, Guy Bourassa, laissait entrevoir que des éléments nouveaux dans la structure sociale de Montréal pourraient à court terme insuffler dans notre gouvernement local la démocratie qui y fait largement défaut. Depuis, les gestes des mouvements d'animation sociale se sont succédé à un rythme assez rapide pour faire naître le FRAP à l'été de 1970. Bourassa écrivait les lignes qui paraissent en tête de cette section, au lendemain d'une vaste synthèse de l'action d'une vingtaine de comités de citoyens de la métropole. De cette rencontre de quelques deux cents membres des comités jaillissait la nécessité de faire déboucher les actions de quartier sur une scène plus large.

## L'exemple des citoyens de Saint-Henri

En 1965, aidés de quelques animateurs du Conseil des Oeuvres de Montréal (25),

# LE FRONT d'ACTION POLITIQUE

des citoyens de Saint-Henri entreprenaient une lutte longue et fructueuse pour obtenir la construction d'une nouvelle école et l'aménagement de deux autres terrains de jeux dans le quartier. Ces victoires avaient exigé une longue organisation, des visites fréquentes aux autorités compétentes et la mobilisation de multiples énergies. Peu à peu, cette forme d'action, modelée sur les mouvements américains d'animation populaire (plus particulièrement sur les expériences de Saul Alinsky à Chicago), se répandait à d'autres quartiers de la ville. Si les corps publics avaient été alertés également de tous les problèmes de tous les quartiers de Montréal, de telles luttes n'auraient pas été nécessaires.

Les citoyens de Saint-Henri ont dû prouver aux autorités municipales qu'un terrain de jeux était plus nécessaire que le terrain de stationnement que des marchands du quartier avaient obtenu de l'administration quelques années auparavant. Quand les ressources financières sont limitées, se pose le problème de l'établissement de priorités pour l'allocation des ressources. Certains groupes sociaux sont naturellement organisés, de par la structure économique, pour faire entendre leurs demandes. D'autres le sont moins et seul un effort gigantesque parvient à mobiliser suffisamment d'énergie pour faire entrevoir aux administrateurs d'autres priorités. Formuler des faits aussi banals, c'est poser l'évidence de l'hétérogénéité des besoins, des modes de vie et des aspirations de la population de Montréal. Une autre évidence consiste à remarquer

que ces formes d'action n'auraient pu mobiliser autant de personnes depuis quelques années si elles n'avaient pas correspondu à des besoins réels.

## Genèse des CAP

Une conséquence prévisible de telles activités est la naissance d'un groupe de membres et d'animateurs conscients des problèmes de tout un secteur de la population auquel les autorités en place répondent sporadiquement et à la suite de longues campagnes de sensibilisation. Comme les politiciens et les administrateurs professionnels ces spécialistes des situations de quartier deviennent soucieux d'efficacité. Ils entrevoient des formes d'action qui rendent désuète la définition que Claude Beausoleil donne de l'objectif des comités de citoyens: *canaliser l'attention des bien-nantis sur les mal-nantis. Faire sentir aux pouvoirs établis que le mécontentement des impuissants pourrait aboutir à l'intolérance, voire même la révolte si on persistait à les ignorer* (26). Il n'y a aucune raison pour qu'une proportion importante de la population en soit réduite à quêter des services auxquels elle a droit comme tous les autres citoyens. Plutôt que de multiplier les visites des citoyens à l'Hôtel de Ville, mieux vaut y avoir des représentants permanents qui traduisent au niveau du gouvernement municipal l'hétérogénéité de la population de Montréal.

Un premier Comité d'Action Politique (CAP) se constitue en novembre 1969 et bientôt il y en a neuf, disséminés dans la ville. Ces comités naissent dans les

quartiers où déjà des groupes d'animation ont oeuvré. Ils ont pour tâche de commencer à intéresser les gens au gouvernement de la municipalité, de réaliser l'idéal de participation contenu dans les théories du pouvoir local. Quelques mois plus tard, on tente une initiative dépassant les unités de chaque quartier. Le Regroupement des Associations Populaires du Bas de la Ville et de l'Est de Montréal essaie de mettre la population de ces quartiers en contact avec leurs représentants au Conseil municipal. La tentative réussit en ce qui concerne l'intérêt de la population, mais elle échoue au niveau des conseillers municipaux qui refusent l'invitation. La possibilité de faire participer la population à un mécanisme politique apparaît encore plus réaliste après la victoire des députés péquistes dans les quartiers ouvriers de Montréal. Si on ajoute l'accord que les centrales syndicales et la Conférence Catholique Canadienne apportent à ce projet de participation politique à la base, tous les éléments sont réunis pour la naissance du FRAP (27).

## Naissance du FRAP

Au mois d'août 1970, le FRAP tient son premier congrès. Un premier résultat de ce congrès est le programme proposé par le FRAP à la population de Montréal lors de l'élection. Les thèmes sont classiques: logement, santé, loisirs, culture, transports, développement économique et social, structures administratives de la ville. Les modalités de solution vont généralement plus loin que tout programme d'action déjà présenté à la population de Montréal. Sur le plan du programme l'expérience des comités de citoyens et des comités d'action politique est prépondérante. Cependant au niveau de la stratégie et de l'idéologie, le FRAP est moins homogène. Dès le congrès, des dissensions apparaissent. Les militants sont partagés sur le bien-fondé d'une lutte électorale. Ces différends se règlent dans une formule de compromis. Le FRAP participera au jeu électoral sans toutefois dépenser ses énergies au-delà des postes de conseillers. Cependant il présentera une image qui dépasse largement les préoccupations de la politique classique.

Le problème des conceptions divergentes de la stratégie qui amènera la réalisation de l'utopie n'est pas propre au FRAP.

Tout mouvement social de transformation oscille entre la refonte complète du comportement des citoyens à l'écart du système et le changement progressif à partir des tremplins qu'offre déjà la société. L'histoire de l'animation sociale aux Etats-Unis présente différemment ce même dilemme. D'une part, certains proposent de mobiliser les populations contre les pouvoirs établis sur des thèmes chauds qui cristallisent la situation d'impuissance des citoyens à la base. L'habitude de la participation et la prise en charge collective des problèmes ne peuvent naître que de situations tendues et vibrantes selon les tenants de cette stratégie. D'autre part, certains proposent une action constante au niveau des quartiers indépendamment des structures traditionnelles et de leurs représentants. Quand la contre-culture se sera infiltrée au coeur de la cité, les tenants de la société opprimante n'auront plus de prise sur les anciens esclaves, disent les adeptes de cette stratégie globale.

## Stratégie du FRAP

On retrouve la même dichotomie stratégique au sein du FRAP. Une élection peut constituer un moment chaud privilégié où la participation peut naître de par la dynamique intense de l'opposition des forces en présence. Ceux qui ne croient pas aux mouvements spontanés, préféreront étendre la transformation proposée à toute l'activité des citoyens. Si rien ne prouve que l'une ou l'autre stratégie d'animation citée plus haut ait plus de chance de produire les changements souhaités, il n'est pas sûr qu'on puisse en dire autant quand il s'agit de l'action politique.

Le FRAP veut *renouveler notre société en profondeur* (28), il se fixe comme objectif *le pouvoir ouvrier dans les usines, le pouvoir étudiant dans les universités et CEGEP* (29), il promet de *redonner Montréal aux Montréalais* (30). Peu à peu le FRAP glisse vers la présentation d'une image englobante de la population qu'il compte représenter. Ses racines sont en milieu populaire, mais il fait campagne au nom des 80% de salariés de Montréal. Revenant aux concepts élaborés dans les premières parties de ce texte, il nous semble plausible de noter dans la stratégie du FRAP une tentative pour offrir une image de consensus, pour se présenter comme

une incarnation d'une autre collectivité homogène, la collectivité qui souhaite une opposition à l'Hôtel de Ville. Sans s'attaquer au symbole du maire Drapeau autrement que verbalement (31), sans pouvoir s'organiser dans tous les quartiers où se trouvent les salariés, le FRAP a été tenté de livrer la lutte au même palier que le maire sortant, soit celui de la politique du consensus. L'ambiguïté de l'image diffusée au niveau de l'ensemble de la ville pouvait cependant être neutralisée si le parti parvenait à susciter une participation intense à la base, dans les quartiers où déjà l'animation sociale avait réussi à faire tomber les résistances les plus fortes.

Pour savoir comment se jouerait la partie à la base, nous avons mis en branle deux techniques de cueillette d'information. En premier lieu nous avons observé des assemblées de mise en nomination du FRAP. En second lieu, nous avons suivi l'organisation de la campagne électorale dans un quartier ouvrier où le parti avait des chances de rejoindre la population. Nous présentons de façon extensive les résultats de ces démarches dans les pages qui suivent.

## A - LES ASSEMBLÉES DE MISE EN NOMINATION

Nous avons observé quatre assemblées dans autant de districts électoraux. Chaque assemblée réunissait près de cent personnes. Les femmes comptaient pour un tiers des participants et les jeunes de moins de trente ans constituaient une majorité de 50 à 60%. Bien que la présence des jeunes ne soit pas surprenante, la participation des femmes est plus inusitée.

La composition sociométrique de l'assemblée est plus importante que la composition démographique. Il apparaît clairement que le groupe des participants ne se rencontrait pas pour la première fois. La majorité des participants à ces assemblées se connaissaient. C'était visible à la façon de se saluer et de constituer des groupes dès l'entrée dans la salle de réunion. Pourtant quelques-uns sont demeurés isolés du groupe à chacune des quatre assemblées observées.



## Présentation du programme et de l'idéologie du FRAP

### ● Documentation et propagande:

Dans chacune des quatre assemblées, l'on a procédé selon un ordre du jour préalablement établi et imprimé qu'on distribuait aux participants dès leur arrivée dans la salle. L'ordre du jour de la quatrième assemblée fut dicté par le président au début de la réunion. D'autres documents avaient été préparés à l'intention des assistants. Dans un district, c'était la liste des postulants au titre de candidat. Dans deux districts, on distribuait un feuillet qui exposait les projets d'avenir du FRAP.

● **Capsules de Michel Cartier:** A chacune de ces assemblées, Michel Cartier, professeur et candidat dans Ahuntsic, présentait un montage audio-visuel sur l'administration municipale. A l'aide de diapositives, il développait des thèmes chers au FRAP, en référence aux réalisations et omissions de l'administration Drapeau-Saulnier. C'est ainsi qu'il discourait sur le budget municipal, le logement, la santé, le transport en commun, les loisirs, la spéculation sur les terrains, le projet *Concordia*, Terre des Hommes, etc. Dans les salles de réunion, plusieurs tableaux reproduisaient l'information que donnait Michel Cartier. Malheureusement, dans un cas au moins, ces tableaux étaient mal placés de sorte qu'ils n'étaient pas consultés. Cependant d'une façon générale, les capsules furent très appréciées et le conférencier très applaudi. Une seule fois l'assistance a manifesté un peu d'impatience devant la longueur de l'exposé.

● **Le mime:** Le programme de chacune des assemblées comportait un mime à un moment ou l'autre de la soirée, soit après les capsules, soit pendant le scrutin, ou encore pendant le dépouillement du scrutin. Ce mime représentait la vie des salariés de Montréal et comportait quatre tableaux.

La mise en scène comportait trois maisons habitées par trois personnages: un ouvrier qui représentait 80% de la population; une étudiante en sociologie et une mère de famille aux prises avec une

multitude de problèmes. Tout à côté, l'on pouvait voir un homme vêtu de noir, paré de rondelles de couleur argent épinglées à ses habits et coiffé d'un masque caricaturant à n'en pas douter le maire de la Métropole.

**1er Tableau:** Les trois personnages surgissent de derrière chacune de ces maisons et expriment par la parole et le geste leurs problèmes quotidiens.

**2ème Tableau:** Le quatrième personnage, jusque-là immobile, se retourne vers l'assistance. Il s'agit bien de Jean Drapeau. En réponse aux problèmes évoqués, il propose ses trois grandes réalisations, trois rondelles qui reproduisent les symboles de la Terre des Hommes, des Expos de Montréal et des jeux olympiques. D'une façon hautaine, il jette au milieu des gens ses trois réalisations, mais aussitôt après il tend la main pour demander de l'argent.

**3ème Tableau:** La première réaction des trois personnages en est une de curiosité, de joie, voire d'émerveillement. Ils oublient leurs problèmes et consentent à payer le coût élevé de ces réalisations.

Or la demande d'argent se fait de plus en plus exigeante. Le maire insiste. Une main ne suffit plus, il demande à deux mains toujours plus d'argent.

Se voyant acculés au mur, nos trois personnages réagissent, contestent et revendiquent énergiquement leurs droits. Ils expriment leurs problèmes au moyen de pancartes dont ils chargent les bras toujours tendus du maire. Sous le poids des revendications et des problèmes, le maire s'affaisse. La contestation s'achève par un cri non équivoque: *C'en est assez sacrament!*

**4ème Tableau:** Chacun de nos trois personnages revient portant une boîte marquée du sigle du FRAP. On empile les boîtes sur lesquelles on place une boîte plus petite. Puis on mime un tour de scrutin et l'on tire de la boîte une bande de papier portant l'inscription: *MONTREAL NOUS APPARTIENT*. Des applaudissements bien nourris saluent la fin du mime.

## Nomination des candidats

● D'après les règlements du FRAP, une invitation écrite à présenter sa candida-

ture devait être envoyée à chaque membre. Et on devait répondre dans les délais fixés. Dans au moins un district, ces formalités ne furent pas observées. Cela provoqua un certain étonnement et le problème fut soulevé par un militant qui demanda des explications. Le président des élections expliqua que, faute de temps, l'invitation à poser sa candidature fut faite lors d'une assemblée générale et que le Conseil permanent du FRAP avait sollicité par téléphone les membres les plus aptes à la fonction de conseiller municipal. L'incident était clos.

● **Les candidats:** Dans chacun des districts électoraux en question, le FRAP entendait présenter à l'échevinage trois candidats. Pour pouvoir solliciter la confiance de l'assemblée, chacun des candidats devait être membre du FRAP, avoir participé à au moins deux assemblées d'information et demeurer dans le district. Deux candidats furent éliminés qui ne réalisaient pas ces conditions: l'un n'avait assisté qu'à une assemblée d'information et l'autre avait quitté le district.

Dans un district, le président d'élection fit adopter par l'assemblée un amendement à l'effet de réduire ces exigences à une seule assemblée d'information afin de permettre à un candidat de poser sa candidature légitimement. Le vote fut pris à main levée et l'amendement accepté.

Dans trois des districts en question, il n'y avait que trois candidats et dans le quatrième il y en avait cinq.

Parmi les métiers et professions représentés, il y avait: 1 médecin, 1 imprimeur, 1 institutrice, 2 étudiants, 2 vendeurs, 1 employé des postes, 4 ouvriers spécialisés, 1 rentier, 1 mère de famille. Au moins trois de ces candidats étaient des militants syndicalistes.

● **Les discours:** Partout les candidats furent présentés selon l'ordre alphabétique, mais on tira au sort pour déterminer l'ordre des discours. Chaque candidat se vit allouer une période de cinq minutes environ pour se présenter à l'assemblée. Il va sans dire que chacun s'efforça de profiter au maximum de ces précieuses minutes. Les candidats firent leur propre présentation, énumérant leurs titres ainsi que leurs divers emplois antérieurs.

Surtout chacun s'employa à exposer son programme politique. On insistait sur les lacunes de l'administration Drapeau-Saulnier auxquelles il fallait apporter un remède: comme l'absence d'information, le manque de participation, le logement, le travail, la santé, les cliniques médicales, les loisirs, les parcs et moniteurs, Terre des Hommes, les jeux olympiques, etc. Chacun parlait sans texte, d'abondance.

L'ordre du jour de trois assemblées prévoyait une période d'échanges après les discours des candidats. La confrontation se fit entre les candidats et la salle et non entre les candidats eux-mêmes. Dans une assemblée, ces échanges furent très animés. Ailleurs on était hésitants et il fallait stimuler les gens. On voulait savoir ce que feraient les candidats une fois élus. On voulait savoir ce que les candidats pensaient de Terre des Hommes, du transport en commun, du logement, de la pollution de l'air, du bien-être social, des loisirs, des anglo-québécois, etc.

● **L'élection:** Le Conseil permanent du FRAP délègue partout un président d'élection. Quant aux scrutateurs, ils étaient choisis dans la salle sur proposition des participants, sauf dans un district où l'on avait choisi les scrutateurs à l'avance. On s'étonna du procédé, mais il n'y eut ni contestation ni ratification par la salle.

Pour avoir droit de vote, il fallait, d'après les règlements du FRAP, détenir une carte de membre depuis trente jours. Mais ce règlement fut amendé dans chacun des districts observés pour permettre à un plus grand nombre de membres de voter. Dans une assemblée, le président d'élection fit voter un amendement de nature à conférer le droit de vote à tous ceux qui étaient membres du FRAP depuis minuit la veille. Dans un autre district, le conseiller juridique et les candidats d'un commun accord décidèrent d'accorder le droit de vote à tous ceux qui avaient adhéré au FRAP avant le 16 septembre. Or l'assemblée avait lieu le 18 septembre.

Les membres de l'assemblée étaient appelés à accorder leur confiance à trois candidats et, sauf une exception, il n'y en avait que trois sur les rangs. Pourtant ce vote n'était pas une pure formalité. Pour

pouvoir poser sa candidature aux prochaines élections, chacun des candidats devait obtenir la majorité absolue des voix. C'était un vote de confiance absolument nécessaire.

On vota dans chacune des assemblées par bulletins secrets et il n'y avait qu'un bureau de scrutin. Chacun devait établir son droit de vote en produisant sa carte de membre, un reçu ad hoc ou encore en recourant à une liste des membres distribuée dans la salle.

Dans trois des districts observés, on ne publia pas le détail du vote. On se contenta d'annoncer que les trois candidats avaient obtenu la majorité requise. Ceux cependant qui tenaient à connaître le nombre de voix obtenu par chacun pouvaient le demander privément au président d'élection. Cependant là où il y avait cinq candidats, on publia le détail du vote.

Très rapidement les gens quittaient la salle après la publication des résultats du vote, non sans avoir applaudi et acclamé les candidats élus. A la porte de la salle des jeunes filles recueillaient les contributions en argent des militants. Dans chaque cas le résultat de cette quête était modeste.

**Constats:** De cette description, nous pouvons tirer les éléments suivants:

A) Au niveau de la nomination des candidats, la participation se limite à la population déjà politisée des quartiers ouvriers.

B) La procédure reflète une unanimité préalable des participants qui accordent leur confiance plutôt qu'ils ne choisissent.

C) Le FRAP possède des instruments de communication audiovisuels puissants et originaux.

D) La discussion du programme n'est pas menée en référence au quartier spécifique où se tient la réunion.

E) Le FRAP compte déjà sur une équipe intéressante de militants qui connaissent la situation dans chacun des quatre districts observés.

La seconde question à poser était de savoir si les militants allaient pouvoir

étendre la participation avec les instruments qu'ils possédaient.

## B - L'ORGANISATION D'UNE CAMPAGNE ÉLECTORALE

Nous avons concentré nos énergies d'observation sur un district électoral. Les moyens d'action entrevus au début de la campagne étaient décrits comme suit par les organisateurs:

D'abord, l'**assemblée publique** est un moyen d'action considéré comme très important par l'organisation en charge de la campagne électorale; on y passe toute l'information voulue, on présente le programme du parti, on rejoint surtout des catégories diverses de citoyens qui habituellement ne s'intéressent pas aux affaires publiques et à la politique. Au cours de ces assemblées publiques, on utilise un équipement audio-visuel pour illustrer, au moyen de photographies et de tableaux, des situations et des problèmes réels de Montréal; on présente un mime où l'on reconnaît facilement le maire en difficulté avec des citoyens engagés dans l'opposition. Les candidats et des hommes compétents dans les questions prioritaires du Programme sont aussi présents pour répondre aux questions du public.

Pour chaque **bureau de scrutin**, un militant s'engage à **regrouper chez lui ou chez un ami, 10, 15 ou 20 personnes pour discuter politique et problèmes municipaux en présence d'un des candidats**. C'est une excellente occasion pour ce dernier de connaître les opinions des citoyens de son quartier et de leur expliquer les raisons qui le motivent à les représenter et à s'engager sur la scène municipale.

Un effort géant est entrepris par les militants du CAP pour entrer dans chaque foyer et ainsi sensibiliser toute la population. Ils passent **de porte en porte**; ils se présentent, offrent et commentent le journal *FRAP* qui contient le programme du Parti. Si le contact est sympathique, le militant prolonge la conversation et en profite pour inviter le citoyen à participer à une assemblée ou à communiquer avec le bureau central pour toute infor-



mation. Une deuxième visite au foyer est prévue où les militants offrent un second journal qui contient en plus d'un résumé du programme du parti, la liste et la photo des candidats de chaque district, ainsi que des bandes illustrées sur l'administration Drapeau-Saulnier et les objectifs du FRAP.

De plus, les organisateurs demandent l'aide des ménagères intéressées aux problèmes du quartier, mais retenues au foyer. Elles téléphonent aux électeurs de leur bureau de scrutin respectif, pour les inviter, au nom du Parti, à s'intéresser aux problèmes municipaux et à exercer leur devoir de citoyens le 25 octobre.

Des militants et des amis sympathisants font la traditionnelle cabale tout en exerçant leur métier de chômeur, de chauffeur de taxi, de camionneur, et même d'homme des tavernes, merveilleuse occasion d'enrichir les contacts quotidiens en parlant des problèmes politiques municipaux.

Le CAP compte environ soixante-quinze militants, tous à temps partiel, sauf un certain nombre de chômeurs qui offrent leur service en tout temps. Les organisateurs veulent atteindre l'objectif d'un militant par bureau de scrutin. Le recrutement se fait par contact personnel avec les citoyens intéressés à prendre part à la campagne.

Tous ces militants offrent leurs services bénévolement; aucun salaire n'est payé parce que le CAP n'a aucun budget et que tous partagent les dépenses de papeterie ou autres. Un certain nombre de citoyens sympathiques s'engagent à verser au CAP le salaire d'officier scrutateur qu'il vont percevoir le jour du vote.

## L'impact des événements d'octobre

Les événements d'octobre 70 ont imposé une limite aux projets des organisateurs de la campagne. Les déclarations fracassantes de MM. Marchand et Drapeau identifient le FRAP au F.L.Q. Il y a la proclamation de la loi des mesures de guerre par Ottawa et la présence à Montréal de l'Armée. Les forces policières procèdent immédiatement à un

grand nombre d'arrestations et de perquisitions.

Interrogés, après les élections du 25 octobre, l'organisateur ainsi que ses collaborateurs ont semblé littéralement écrasés par les événements. *On n'a pas tenu d'assemblées à cause du climat. Les déclarations de Drapeau et Marchand ont fait peur aux gens et aux militants qui sont devenus moins disponibles pour les rencontres. — Avant les événements, les gens étaient ouverts, ils jasaient beaucoup; tout ceci est terminé après les déclarations de Drapeau.* On a la nette impression que les organisateurs ont perdu tous leurs moyens d'action, à ce moment-là. Quatre militants sur cinq ne sont pas revenus, aucune assemblée publique n'a été tenue; la deuxième ronde de porte-à-porte n'a pas été faite; le système de la pyramide n'a pas fonctionné; l'assemblée de cuisine n'a pas été réalisée.

Les observations que nous avons pu accumuler dans cinq autres comités d'action politique montrent que le scénario de campagne décrit ci-haut fut le même partout. Les organisateurs comptaient mettre en branle toutes les techniques d'approche directe. Sans moyens financiers, ils pouvaient miser sur un nombre minimum de militants et sur les moyens audio-visuels de présentation du parti. Les contacts à domicile devaient être l'occasion d'une réflexion avec les citoyens sur les problèmes du quartier, sur l'impact que l'administration municipale pouvait avoir sur ces problèmes.

Pour des raisons bien indépendantes de son idéologie et de son organisation le FRAP a été incapable d'établir le contact à la base. *Cet échec est probablement plus important pour le parti que l'échec électoral.* Les tenants d'une stratégie de participation non-électorale pouvaient toujours entrer dans la campagne en se disant que l'élection n'était pas une fin en soi, mais un canal de communication. Pour ceux-là, la défaite fut probablement amère.

## Une image globale ambiguë

Une fois que les possibilités de participation à la base étaient bloquées, le

FRAP ne pouvait plus compter que sur son image globale. L'ambiguïté de cette image suggérée plus haut, prend ici tout son sens. De la même manière que le Parti Civique se présente comme l'incarnation de la masse homogène que constitue la population de Montréal, le FRAP se présente comme l'incarnation d'une masse homogène d'opposition. Tout se passe comme si le 75% des citoyens qui veulent une opposition à l'Hôtel de Ville devait coïncider avec le 80% de salariés que le FRAP veut représenter. En ne présentant pas de candidat à la mairie le parti des salariés semblait accepter comme inévitable le leadership de M. Drapeau et viser une simple présence au conseil municipal.

Sachant que M. Drapeau est plus qu'un leader particulier, qu'il correspond à une conception précise du gouvernement municipal; sachant aussi que dans les cadres de cette conception, le Conseil municipal est uniquement le lieu où se célèbre le rituel du consensus, le meilleur résultat que pouvait produire l'élection était d'amener quelques représentants du FRAP au Conseil municipal. Cette présence de quelques tenants du gouvernement de participation auraient tout au plus fait glisser le Conseil municipal du rituel du consensus vers le rituel d'opposition. Dès que M. Drapeau parvenait à faire circuler l'idée que ces opposants ne voulaient que s'infiltrer dans l'appareil municipal pour renverser ensuite le gouvernement par des moyens contraires aux lois du pays et à la vertu de démocratie, toutes les chances du FRAP étaient annulées.

# d'UN GOUVERNEMENT DE CONSENSUS À UN GOUVERNEMENT DE PARTICIPATION



En terminant nous voudrions présenter ce qui nous semble être le phénomène majeur de cette élection. Phénomène qui concerne la réflexion qu'il faut développer dès maintenant à propos de la nature exacte du gouvernement municipal que certains groupes de la

société montréalaise mettent de l'avant.

Le lecteur qui nous aura suivi jusqu'ici trouvera peut-être que la conclusion qui suit se retrouve mal tout au long de notre exposé. Nonobstant cette carence que nous reconnaissons, étant donné

l'ampleur des informations recueillies, il nous semble que les données accumulées montrent que les forces en présence et leur comportement ont involontairement fait éclore l'importance de la conception qu'une société a de son gouvernement local.

	I	II	III
Constitution légale: Valeurs	Consensus	Démocratie	Participation
Constitution sociologique: Société	Collectivité homogène	Hétérogénéité des groupes de pensée	Hétérogénéité des classes sociales
Constitution éthique: Fins	Identifier l'entité que constitue la ville et promouvoir son développement	Réponse adéquate avec besoins matériels et sociaux des citoyens	Actualisation de la personne et réponse adéquate à ses besoins matériels et sociaux.

## Trois types de gouvernement

Si l'on se reporte au grand maître Aristote, on apprend qu'un gouvernement révèle son essence à travers trois ordres de concept. Un gouvernement se définit en premier lieu par sa **constitution légale**, soit les valeurs qui assurent la légitimité de son pouvoir. Ensuite vient la **constitution sociologique** ou l'image de la société à laquelle le gouvernement doit correspondre. Enfin, le gouvernement a une **constitution éthique** qui définit les éléments de finalité de l'activité gouvernementale. Le tableau ci-dessus résume les trois conceptions qui nous semblent émerger de la dernière confrontation électorale:

**Le premier type de gouvernement existe pour l'entité que constitue la ville plus que pour les citoyens qui la composent.** C'est ce type de préoccupation qu'exprime M. Drapeau quand il se fixe comme objectif de "*faire de la métropole la première ville touristique d'Amérique du Nord*" (32). Ou lorsqu'il affirme en conclusion à l'expérience de l'Expo: "*Les gouvernements ne font jamais d'erreur en investissant dans l'art. Nous savons désormais que la masse est infiniment plus heureuse quand elle est plongée*

*dans le beau. Même si la masse ne comprend pas une oeuvre, elle la contemple avec un infini respect* (33). Ce qui importe c'est la beauté de la ville. Peu importe la laideur des taudis dans lesquels les gens vivent si on peut les rendre béats d'admiration en face d'oeuvres d'art qu'ils ne comprennent pas. Même les mesures d'administration les plus importantes sont perçues non en fonction des populations, mais par rapport au prestige de la ville. *Demain ce sont les taudis qu'on viendra admirer à Montréal, comme on est venu pour l'Expo — dans cinq ans, Montréal sera en mesure de dire au monde de quelle façon il convient de faire de la rénovation urbaine* (34). Pendant ce temps, les Montréalais attendent depuis dix ans de voir ce qui sera révélé au monde dans cinq ans. Si l'entité-ville est prioritaire, la collectivité qui habite la ville devient une masse indifférenciée, homogène. Et le gouvernement est le symbole de cette collectivité devenant gouvernement de consensus. Nous avons déjà discuté ces éléments en présentant le Parti Civique.

## De quelle démocratie s'agit-il?

La critique majeure qu'on a adressée à ce gouvernement de consensus se situe au plan de la démocratie, d'une démocratie

de type libéral qui est réalisée par la vertu d'une opposition. Après chacune des victoires de M. Drapeau, les journalistes se sont érigés en opposition. Dès le mois de juillet, M. Paul Sauriol s'inquiétait de l'arrivée du FRAP sur la scène politique. S'empressant de noter que Le Devoir a toujours souhaité une opposition forte à l'Hôtel de Ville, il précise ses réticences à l'endroit de cette nouvelle force politique en invoquant le fait que dans la formule du FRAP le contrôle des membres du parti et de la population sur l'élu serait trop fort, et ensuite le fait que le programme du FRAP porte sur des problèmes qui dépassent la juridiction municipale. Tout comme le type III de gouvernement, le type II reconnaît comme finalité de son activité la réponse adéquate aux besoins de la population. Cependant l'image de la société est celle d'une mosaïque de groupes de pensée. Des confrontations rationnelles de ces groupes au sein du Conseil municipal jaillira la vérité démocratique. Même si on connaît le pouvoir extraordinaire du maire de consensus, la valeur de démocratie sera sauvegardée s'il y a échange d'idées au conseil municipal. Nous avons montré que l'image du FRAP, — qu'on distingue ici de l'image des CAP —, qui a été véhiculée pendant la campagne, avait quelques affinités avec cette conception de la démocratie



libérale. Un FRAP qui pouvait fournir les quelques conseillers qui ne pensaient pas comme M. Drapeau et qui engendreraient des confrontations de groupes de pensée au Conseil municipal.

Dès qu'on entend démocratie dans le sens de Vadeboncoeur: *la démocratie c'est essentiellement le peuple solidement organisé, le peuple organisé par lui-même, qui envoie ses propres délégués à lui non pas pour le "gouverner" mais pour exécuter ce qu'il décide*, les esprits libéraux ne veulent pas de cette démocratie, le peuple risque d'y contrôler les élus qui ne pourront plus discuter et confronter leurs idées. Elle présenterait aussi le danger de formuler des problèmes qui nécessiteraient que le gouvernement municipal négocie des réaménagements de juridiction avec les paliers supérieurs de gouvernement. Cette démocratie de participation repose sur une conception de la société qui pose une hétérogénéité de besoins matériels et sociaux. La confrontation démocratique des élus devient négociation au plan de l'allocation des ressources pour répondre aux besoins de tous dans une égale mesure. Pour que cette négociation ne devienne pas une confrontation de groupes de pensée, les citoyens doivent participer à l'élaboration de la stratégie de négociation de leurs représentants. Les CAP correspondaient aux premiers jalons de telles démarches, les circonstances ne leur ont pas permis de jauger les possibilités de réussite d'un tel projet.

## De quelle société s'agit-il?

Cet essai se termine donc sur une invitation à préciser le vocabulaire de la discussion au sujet du gouvernement municipal. Il ne s'agit pas de savoir si on veut une opposition forte, moyenne, faible ou nulle. **Il s'agit beaucoup plus de préciser l'image de la société locale pour laquelle on veut un gouvernement et la finalité qu'on veut faire coïncider avec cette image.**

Nous croyons que M. Drapeau a été cohérent et honnête à ce niveau. A mesure que son parti devenait un gouvernement de consensus, il posait des gestes et faisait des déclarations qui correspondaient à cette forme de

gouvernement. Les attaques en termes de démocratie et d'opposition semblent l'avoir ennuyé et l'avoir amené à accumuler des éléments de défense farfelus et incohérents. On comprend facilement ces incertitudes puisque la notion de démocratie et d'opposition n'a rien à voir avec le gouvernement de consensus. Le FRAP a aussi failli glisser dans le piège de ce vocabulaire imprécis. Si la campagne s'était déroulée normalement, il serait peut-être tombé dans le piège et aurait peut-être gagné quelques sièges au Conseil. **Il aurait alors mis en branle un autre rituel, celui de l'opposition.** C'eût été dommage parce que les journalistes auraient pu se montrer incapables de trouver un autre sujet de critique du gouvernement Drapeau, une fois l'opposition présente à l'Hôtel de Ville. ●

## Références

- ( 1 ) Les stagiaires qui ont réalisé cette recherche sont: Jean-Pierre Aumont, Henri-Paul Blondeau, Jean-Paul Doucet, Charles Grenier, Raymond Guay, Michel Lacroix, Claude Leblanc, Claude Lefebvre, Evariste Lessard, Alphonse Richard, Gérard Ringuette et Maurice Savard.
- ( 2 ) Jean-Louis Brouillé: "Drapeau-Saulnier se retirent?", MAGAZINE ACTUALITE, janvier 1970, p. 4.
- ( 3 ) J.S. Dupré: "Intergovernmental Relations and the Metropolitan Area"; Paper no. 5, CENTENNIAL STUDY AND TRAINING PROGRAMME ON METROPOLITAN PROBLEMS, Toronto, 1967.
- ( 4 ) Guy Bourassa: "The Political Elite of Montreal: From Aristocracy to Democracy", CANADIAN JOURNAL OF ECONOMICS AND POLITICAL SCIENCE, vol. 31 (1), 1965, 35-51.
- ( 5 ) Dans le cas de l'Angleterre, voir: Government Social Survey; THE LOCAL GOVERNMENT ELECTOR, H.M.S.O., London, 1967.
- ( 6 ) J.G. Bulpitt, "Party Systems in Local Government", POLITICAL STUDIES, vol. II, 1963.
- ( 7 ) LE DEVOIR, 14 octobre 1960
- ( 8 ) CITE LIBRE, no 32, décembre 1960, p. 21
- ( 9 ) LE DEVOIR, 28 septembre 1960
- (10) LE DEVOIR, 28 septembre 1960
- (11) LE DEVOIR, 14 octobre 1960
- (12) LE DEVOIR, 7 octobre 1970
- (13) LA PRESSE, 24 octobre 1970
- (14) Voir à titre d'exemple: G. Belknap and R. Smuckler: "Political Power Relations in a Mid-West City", PUBLIC OPINION QUARTERLY, vol. 20, 1956, 72-81.  
L.J. Sharpe: "Elected Representatives in Local Government", BRITISH JOURNAL OF SOCIOLOGY, vol. 13, 1962, 189-208.  
A. Alexander: "The Institutional and Role Perceptions of Local Aldermen" texte présenté au Congrès de l'Association Canadienne de Science Politique, 1970, Winnipeg.  
R.S. Sigel and H.P. Friesema: "Urban Community Leaders' Knowledge of Public Opinion", WESTERN POLITICAL QUARTERLY, vol. 18, 1965, 881-895.
- (15) LE DEVOIR, 27 octobre 1962; voir aussi LE DEVOIR, 23 octobre 1962.
- (16) LA PRESSE, 7 octobre 1970.
- (17) "Le Credo politique du maire", MAGAZINE ACTUALITE, novembre 1967.
- (18) LE DEVOIR, 29 octobre 1962.
- (19) LE DEVOIR, 28 septembre 1960
- (20) LE DEVOIR, 19 octobre 1960.
- (21) LE DEVOIR, 24 octobre 1966.
- (22) RELATIONS, no 204, p. 326, décembre 1957.
- (23) LE DEVOIR, 24 octobre 1966.
- (24) "Ambigüités du régime Drapeau", MAINTENANT, juin-juillet 1968, no 78, p. 177.
- (25) Maintenant connu sous le nom de Conseil de Développement Social.
- (26) "Les Comités de Citoyens, Arme ou Outil?", MAGAZINE ACTUALITE, septembre 1970, p. 28.
- (27) Le colloque intersyndical (FTQ-CSN-CEQ) d'avril 1970 appuie l'activité des CAP. Pour les positions de la Conférence des évêques voir le Message de la Fête du Travail 1970 de la Conférence Catholique Canadienne.
- (28) FRAP, LES SALARIES AU POUVOIR, Les Presses Libres, Ottawa, 1970, p. 36.
- (29) Idem, p. 24.
- (30) LA PRESSE, 26 août 1970.
- (31) Paul Cliche déclare que le FRAP laisse une entière liberté à ses sympathisants de voter pour le candidat de leur choix à la mairie. LE DEVOIR, 6 octobre 1970.
- (32) LA PRESSE, 8 octobre 1970, LE DEVOIR, 6 octobre 1970.
- (33) MAGAZINE ACTUALITE, novembre 1967.
- (34) MAGAZINE MACLEAN, février 1970.
- (35) LE DEVOIR, 11 juillet 1970.
- (36) LES SALARIES AU POUVOIR, op. cit., p. 15.

# POUR VOUS, QUI EST JÉSUS-CHRIST?

Dans le numéro précédent de MAINTENANT Fernand Dumont essayait de répondre à cette question. *Pour les hommes d'Occident*, disait-il, *qu'ils soient ou non des croyants, cet autrui-là aura toujours été le défi qui les force à se définir au plus profond*. Il suffit pour s'en rendre compte de parcourir le recueil de réflexions et de témoignages: **POUR VOUS QUI EST JESUS CHRIST?** que les Editions du Cerf ont publié en 1970. C'est de cette publication que sont extraits les deux questions et trois témoignages suivants qui mettent davantage en lumière le *Visage politique ou révolutionnaire* de Jésus Christ. **La Rédaction**

## I - Jésus a-t-il fait de la politique?

Une fois de plus, nous butons sur ce mot redouté et compromettant dans son ambiguïté: faire de la politique. Les chrétiens s'y sont butés et s'y butent, assez maladroitement, depuis plus d'un siècle. L'accordaire déjà était *engagé*, et contesté. Et le Christ? Y aurait-il une *politique évangélique*?

Dans ma jeunesse, un axiome régentait plus ou moins les comportements et les consciences: le chrétien ne fait pas de politique. Les chrétiens sont unis au delà et au-dessus; ils ne se salissent pas les mains. La politique divise, la religion unit. Sur quoi, on recourait à des références évangéliques. On tenait en doctrine la distinction apparemment claire entre le temporel, laissé à son sort, et le spirituel, le Royaume de Dieu. Ainsi le Christ: Mon Royaume n'est pas de ce monde, laissé à César.

De cette dichotomie nous mesurons maintenant l'erreur, que le trouble des temps explique. **Le réveil de l'Évangile**, précisément, dans une Eglise immergée dans le monde pour être l'Eglise, est en

train de rendre aux chrétiens une *conscience politique*. Pour être des hommes. Pour être fidèles au Christ. Pour construire le Royaume.

Tenez bon les deux: le Christ n'a pas *fait de politique*; mais il était *engagé*. Pas de politique: il n'a pas enseigné de *doctrine sociale* sur les divers régimes économiques qui s'em mêlaient sur le territoire de la Palestine, depuis l'impérialisme romain jusqu'au patronat agraire. Il a refusé de se mêler aux affaires de la justice civile. Il s'est dégagé de la théocratie juive. Son Évangile ne fournit pas de *modèles*.

Cependant rien n'échappe à son entreprise messianique. La libération qu'il vient accomplir saisit, sous peine d'être une mystification, les corps et les âmes, les affaires et les amours, le travail et la contemplation, les flics et les prostituées; les hors-la-loi sont chez eux dans son Royaume, au scandale des juristes et à l'effarement des politiques. Ce qui échapperait à la divinisation serait abandonné à la putréfaction. Tel est l'engagement de Dieu, dès lors qu'ils se fait

homme. Partout où il y a humanisation, il y a capacité de divinisation.

Il est vrai que cette rénovation du monde ne se mène pas par un messianisme politique, qui serait tantôt la sacralisation de l'ordre établi, tantôt la révolution chrétienne. Ni l'une ni l'autre ne peut se targuer du patronage du Christ. Chercher le Royaume de Dieu et sa justice, l'opération s'accomplit par la médiation d'une analyse politique que je dois mener avec les ressources de ma raison et de mes expériences; je n'en puis déduire des comportements et des solutions. La politique et l'économie ont leurs lois, dans leur autonomie.

Point de système donc, point de technique préétablies. Mais l'homme ne les trouve et ne les met en oeuvre que s'il est saisi par l'exigence prophétique, par la hantise de la paix à construire, de la misère à abolir, de la justice par vérité de l'amour. Là-dessus le Christ s'est engagé sans rémission, inconditionnellement.

M.-D. Chenu

...

## 2 - Jésus, un révolutionnaire?

1—Jésus est-il un révolutionnaire? Entendons-nous d'abord sur la révolution: elle est substitution, à un état social créateur d'injustices et de misères, d'une nouvelle société où ces maux se trouvent supprimés en leurs causes et où devient possible le développement de tout l'homme et de tous les hommes

2—Cela suppose raison et volonté, raison scientifique qui détecte et analyse l'origine et les mécanismes, le plus souvent cachés, des malfaçons et des impasses, et qui provoque **a contrario** l'objectif à atteindre; raison stratégique et tactique qui, sur la base de cette analyse, mobilise les forces disponibles en vue de cet objectif, qu'elle réalise par la prise et l'exercice du pouvoir. Mais aussi volonté: au coeur d'une situation qui ne

les honore pas, protestation de l'amour et de la liberté, qui exigent la raison pour se réaliser; insurrection de la conscience.

3—Au point de vue de la raison, Jésus n'est pas un révolutionnaire: sa parole ne contient ni analyse, ni programme, ni stratégie politiques. Si, par exemple, on la compare au marxisme, elle n'étudie pas les multiples formes de rapports de production existant alors en ces lieux (grande propriété esclavagiste gréco-romaine, communauté villageoise *asiatique*, système du salariat, etc.), ni ne prend position à leur égard, ni n'organise en conséquence des forces en vue d'une société socialiste puis communiste.

4—Mais en nous révélant le Père, à la vie duquel don nous est fait de participer

pour peu que nous soyons assez *pauvres*, ouverts, il a valorisé d'une façon absolue l'espace en nous de l'amour et de la liberté, hors duquel la foi n'a ni sens ni réalité: les deux commandements n'en font qu'un. Il en résulte que le chrétien ne peut jamais se satisfaire des situations acquises, et que rejaillit sans cesse en lui le vouloir utopique, en quête d'une raison nouvelle pour se réaliser. En ce sens, l'Esprit est en nous principe de révolution permanente.

5—Actualité politique de Jésus: à l'heure où la raison constituée conduit l'humanité dans une impasse, où donc il faut imaginer des voies nouvelles et les ouvrir, le trésor qui habite le chrétien le pousse, avec tout homme moral, au premier rang de la révolution.

Paul Blanquart

## ● Jésus, notre convergence

**JOSEPH ROBERT**  
dominicain  
prêtre ouvrier

Qui donc pour moi est Jésus-Christ? Impossible réponse! Douce est pourtant la joie de balbutier, une fois, ce qu'à travers tant de saisons variées, tant d'escaliers descendus et montés, je n'ai jamais cessé de voir en moi pousser: Jésus-Christ fut d'abord et demeure une **ambiance** j'ai toujours été, je suis plus que jamais sensible aux ambiances!

Cette ambiance, toujours et partout, je l'ai retrouvée dans les misères et dans les fêtes, dans les camps et les ateliers.

Et je suis sûr qu'elle ne venait pas de moi, que je n'étais pas seul à la créer.

Jésus-Christ, je le vois vivant, et je l'identifie, actif et caché, sur tous chemins et en toute ambiance de **fraternité**. La certitude qui, aujourd'hui, m'attache à

Lui s'est forgée dans la dure Espérance et la douce amitié de frères innombrables.

Jésus-Christ c'est une **clé**: la seule ouverture, la seule **cohérence** de ce qui, hors de Lui, fout le camp de tous côtés.

Bien souvent, je n'ai rien compris à ce qui m'arrivait: j'ai vu des S.S. tuer des petits Juifs. Encore moins aujourd'hui je comprends ce qui arrive au monde follement civilisé qui a fait le Biafra, le Vietnam, qui produit mille horreurs et mille **captivités**, sans oublier les plus proches: taudis et ateliers.

Mais je ne comprendrais sûrement rien à l'Histoire, si je ne savais que, depuis Jésus-Christ, il y a, à cause de Lui, des massacres d'innocents et qu'il fut, Lui aussi l'Innocent massacré. Sans Lui, le Pauvre et l'Innocent sont **perdus**, monstres et victimes. Et l'Histoire est perdue. Par lui, mais je ne sais comment, toute misère est éclairée, comme par un soleil caché. Et récupérés tous les inno-

cents napalmés; pour le rafraichissement. Récupérés aussi, *comme à travers le feu* les bourreaux que nous sommes, oui, tous.

Jésus-Christ pour moi c'est une soif, un cri. Le grand cri poussé un jour sur la Croix et que rien n'éteindra. Je l'entends jour et nuit, le cri de l'Homme à demi-mort, torturé par les brigands... ou les policiers. Plainte, murmure ou clameur de peuples assassinés, c'est Jésus qui appelle et c'est moi qu'il appelle.

De cela je suis sûr. J'en parle rarement. Mais de Lui aussi, j'ai appris qu'il n'a pas besoin d'être identifié pour être reconnu et pour nous reconnaître.

Jésus-Christ, aujourd'hui, c'est comme, dans la nuit, la sirène d'incendie qui nous arrache au lit. Et qui nous fait courir, haletants, les mains nues, vers les sinistres. Jésus, c'est leur cri.

Jésus-Christ pour moi, c'est notre **convergence**.

---

## Il est là parce que nous sommes toujours plusieurs

---

### ELISABETH et ROBERT MALUY ET LEURS ENFANTS

Jésus-Christ pour nous: tout d'abord c'est nos enfants, parce qu'en permanence Jésus-Christ nous appelle en eux

à nous dépasser. Notre amour a des jours sombres et nous devons être leur lumière. Nous ne pouvons ignorer le Biafra, le Viet-Nam ou le mois de mai 68. Ni la soif de justice des copains de boulot ou la société dans laquelle ils devront vivre. Nous sommes coresponsables de la révélation de Jésus-Christ en eux. Nous sommes engagés, engagés familialement, syndicalement, politique-

ment, universellement à reconnaître Jésus-Christ.

Chaque jour qui commence, chaque coup de sonnette, chaque copain est un appel à aimer, à être aimé, à partager les luttes, les joies, les espérances.

Jésus-Christ. Il est là! parce que nous sommes toujours plusieurs.

---

## Un brasier a été allumé

---

### ROGER GARAUDY professeur

ont été vaincues, même la limite suprême: la mort.

Tel ou tel érudit peut contester chaque fait de cette existence, mais cela ne change rien à cette certitude qui change la vie. Un brasier a été allumé. Il prouve l'étincelle ou la flambée première qui lui a donné naissance.

Ce brasier, ce fut d'abord une levée de gueux, sans quoi, de Néron à Dioclétien, *l'establishment* ne les aurait pas frappés si fort.

Chez cet homme l'amour devait être militant, subversif, sans quoi, lui le premier n'aurait pas été crucifié.

Toutes les sagesse, jusque-là, méditaient sur le destin, sur la nécessité confondue avec la raison. Il a montré leur folie. Lui, le contraire du destin. Lui, la liberté, la création, la vie. Lui qui a défatalisé l'histoire.

Il accomplissait les promesses des héros et des martyrs du grand éveil de la liberté. Pas seulement les espérances d'Esaié ou les colères d'Ezéchiél. Prométhée était désenchaîné. Antigone désemmurée. Ces chaînes et ces murs, images

mythiques du destin, tombaient devant lui en poussière. Tous les dieux étaient morts et l'homme commençait.

C'était comme une nouvelle naissance de l'homme.

Je regarde cette croix, qui en est le symbole, et je rêve à tous ceux qui ont élargi la brèche: de Jean de la Croix qui nous apprend, à force de n'avoir rien, à découvrir le tout, à Karl Marx qui nous a montré comment on peut changer le monde, à Van Gogh, et à tous ceux qui nous ont fait prendre conscience que l'homme est trop grand pour se suffire à lui-même.

Vous, les recéleurs de la grande espérance que nous a volée Constantin, rendez-Le nous! Sa vie et sa mort sont à nous aussi, à tous ceux pour qui elle a un sens. A nous tous qui avons appris de lui que l'homme est créé créateur.

Pouvoir de créer, attribut divin de l'homme, elle est là, mon hostie de présence réelle chaque fois que quelque chose de neuf est en train de naître pour agrandir la forme humaine, dans le plus fol amour ou dans la découverte scientifique, dans le poème ou la révolution. ●

Environ sous le règne de Tibère, nul ne sait exactement où ni quand, un personnage dont on ignore le nom a ouvert une brèche à l'horizon des hommes. Ce n'était sans doute ni un philosophe ni un tribun, mais il a dû vivre de telle manière que toute sa vie signifiait: chacun de nous peut, à chaque instant, commencer un nouvel avenir.

Des dizaines, des centaines peut-être, de conteurs populaires ont chanté cette bonne nouvelle. Nous en connaissons trois ou quatre. Le choc qu'ils avaient reçu, ils l'ont exprimé avec les images des simples gens, des humiliés, des offensés, des meurtris, quand ils rêvent que tout est devenu possible: l'aveugle qui se met à voir, le paralytique à marcher, les affamés du désert qui reçoivent du pain, la prostituée qui se réveille une femme, cet enfant mort qui recommence à vivre.

Pour crier jusqu'au bout la bonne nouvelle, il fallait que lui-même, par sa résurrection, annonce que toutes les limites

MT 243 - - C-1  
BUREAU DE POT LEGAL  
BIBL. NATIONALE  
1700 RUE ST-DENIS  
MONTREAL 129, QUE.

# LE DEVOIR QUI SE FAIT

**AVRIL '70:** Comme nombre de nationalistes, nous nous étranglons chaque matin avec notre café en lisant *NOTRE DEVOIR*... pourtant, chaque soir, avec une sorte de sombre masochisme, nous terminons rageusement la page cinq, cherchant minutieusement dans ses interminables colonnes *l'outrance* qui nous justifierait enfin de nous désabonner... Est-ce *l'outrance* ou notre courage qui refuse de prendre forme? Le fait est là: nous ne pouvons pas nous passer de *notre DEVOIR*.

**OCTOBRE '71:** Traumatisés, angoissés, bousculés, nous cherchons l'air libre comme des emmurés. A chaque jour, petit à petit la lumière se fait: elle provient surtout d'un même foyer qui s'organise spontanément autour du DEVOIR. De là parleront les premières voix de ce que Pierre Vadeboncoeur appelle déjà *la Résistance*. Après les mois d'amertume, le café du matin reprend saveur d'espoir...

Le DEVOIR: soixante ans de ronron quotidien réchauffé de ferveurs subites, entrecoupé de crises, de déchirements, de réconciliations, de désabonnements à gauche (ou à droite), de réabonnements à droite (ou à gauche)... Mais une institution ancrée dans les mœurs de lecture, de réflexion et de combat des Québécois par une longue tradition d'indépendance et de liberté âprement défendue. En regard d'innombrables publications, associations, fronts ou mouvements nationalistes qui sont nés, ont canalisé brièvement les espoirs et les énergies des nôtres, pour ensuite se dissoudre dans la mouvance de l'actualité, le DEVOIR demeure probablement le seul instrument d'action authentiquement québécois qui ait survécu à deux conflits mondiaux et à l'accumulation accélérée depuis dix ans des crises religieuse, sociale et constitu-

tionnelle du *Québec qui se fait*. Qu'on le veuille ou non, l'histoire du nationalisme canadien-français s'est écrite bon an mal an au fil des éditoriaux du DEVOIR.

A l'heure où nous entrevoyons de plus en plus imminente la confrontation finale des deux options fédéraliste et souverainiste, nous reconnaitrons de plus en plus, fût-ce en maugréant parfois, le prix de cette tradition de liberté et les enseignements de cette évolution. Anxieux et impatients, la tentation est grande de perdre de vue notre commune appartenance pour nous entre-décerner des certificats de trahison. En ces moments-là, il fait bon se remémorer les étranges étapes de cette *longue marche* où, ballotés longtemps entre les deux océans inhospitaliers de la devise, nous nous resserrons de plus en plus aujourd'hui autour de la vieille échine du St-Laurent. Pourtant, le nationalisme d'Henri Bourassa était pan-canadien; son admiration pour les institutions et les mœurs politiques anglaises était immense et les rapports franco-québécois du temps le laissaient méfiant. Georges Pelletier lorgnait avec sympathie du côté de l'Action Française et Maurras le recevait en ami. Filion crut longtemps que la confessionnalité scolaire était québécoise comme la tarte aux pommes et Laurendeau accepta avec une sorte de courage désespéré de jouer la dernière carte de l'entente cordiale. Et tout au long de ces curieuses évolutions, souvent seul, le DEVOIR bagarrait avec sincérité au nom des Québécois dont tous les vieux partis se réclamaient et que tous trahissaient. Tous rêvaient de le mettre à leur solde. Aucun n'y réussissait: cette vieille fidélité était rigide en diable...

En cette année nouvelle, les fédéralistes vexés annoncent à tout venant que le DEVOIR *est passé aux séparatistes*. Mais ce n'est pas là, de loin, ce que les vrais souverainistes devraient attendre du journal: trop précieuse leur serait, à l'aube

du pouvoir, une critique lucide, indépendante, légèrement distante et plus préoccupée des nouveaux républicains que de la nouvelle République...

Le directeur actuel du DEVOIR en parle avec une fierté toute paternelle comme de *la maison*... D'aucuns y trouvent l'escalier vermoulu et l'ordinaire un peu austère... Mais les Québécois possèdent-ils beaucoup de *maisons* semblables où puissent cohabiter trois générations de vrais nationalistes, depuis le vieux lettré qui combattit Laurier d'une plume voltairienne, jusqu'au jeune militant qui rassemble aujourd'hui contre la Loi Turner les cris de la rue?

A travers la diversité de leurs styles d'engagement, cahin-caha le Québec se fait. En affirmant leur continuité, le DEVOIR aussi se fait. Et nous le lisons toujours. ●

**HÉLÈNE  
PELLETIER-BAILLARGEON**

Henri Bourassa  
Olivar Asselin  
Jules Fournier  
Léon Trépanier  
Victor Barbeau  
Georges Pelletier  
Omer Héroux  
Napoléon Lafortune  
Louis Dupire  
Léo-Paul Desrosiers  
Paul Sauriol  
Gérard Filion  
André Laurendeau  
Claude Ryan  
Jean-Marc Léger  
Michel Roy  
Jean-Claude Leclerc  
Claude Lemelin